

Lundi 23 au vendredi 27 avril 2012 à Grand Popo, en République du Bénin,

***Comment s'assurer que l'économie verte
bénéficie aux communautés locales et
vulnérables au changement climatique?***



Chapitre 1

POURQUOI LE RESEAU CLIMAT & DEVELOPPEMENT INFLUENCE LE SOMMET RIO+20

- A. Le RC&D depuis 2006***
- B. Projet 2012: construire une vision commune pour Rio+20 qui porte la voix des communautés locales et vulnérables***
- C. A quoi doit servir Rio+20?***
- D. Quels enjeux pour nos communautés locales?***

A. Le Réseau Climat & Développement depuis 2006



Le Réseau Climat & Développement (RC&D) a été créé en 2006 par le Réseau Action Climat-France, Enda Sénégal et la Fondation pour la Nature et l'Homme. Il bénéficie également d'un appui du WWF-Afrique de l'Ouest et du WWF International. Il fédère actuellement plus de 60 ONG francophones, dont une cinquantaine d'associations africaines. Il a vocation à renforcer les capacités de la société civile francophone dans les négociations internationales et à influencer les décideurs politiques pour une meilleure prise en compte des enjeux de développement au sein des négociations sur le climat. Composé à la fois de porteurs de

projets et d'experts du plaidoyer politique, le réseau permet de renforcer à la fois les capacités des délégations nationales, des ONG africaines et des ONG françaises sur les réalités et priorités du terrain. **Il construit d'année en année une passerelle entre les décideurs et les communautés locales.**



En quelques années à peine, le RC&D s'est fait le porte-parole des préoccupations et propositions de la société civile francophone – et notamment africaine - dans le cadre des négociations internationales sur le climat. Le réseau est clairement identifié dans le cadre des négociations internationales sur le climat mais cherche aujourd'hui à étendre son influence au-delà des frontières de la CCNUCC sur le continent africain, dans les médias, dans les grands foras de développement et environnement, et auprès des gouvernements nationaux.

Depuis sa création en 2006, le Réseau s'est fortement développé. Il représente aujourd'hui une soixantaine d'organisations, principalement actives en Afrique francophone. Il participe en force aux négociations climat. Il publie chaque année un rapport approfondi sur les enjeux du changement climatique pour les pays les plus pauvres. Il a également formé des experts de qualité sur les enjeux de la négociation importants pour les pays les moins avancés – adaptation et financements notamment. Dans les négociations climat, le Réseau est reconnu et apprécié pour la qualité de son expertise et de son analyse des négociations, et son travail de veille sur les différents événements politiques régionaux et internationaux. *Ci-contre, une photo prise à l'atelier 2011 du Réseau qui s'est déroulé fin juin au Sénégal et a rassemblé 40 membres du Réseau.*



Depuis 2006, le Réseau a publié 4 rapports d'envergure et de qualité sur différents enjeux climat-développement, diffusés chacun à hauteur de 2000 à 4000 exemplaires. Le Réseau prépare et diffuse également chaque année des notes de position et des notes techniques sur les enjeux de la négociation internationale sur le climat, à l'intention des décideurs et des négociateurs. La majorité des documents sont également traduits en anglais pour toucher un plus grand nombre d'acteurs du niveau local aux enceintes internationales.

B. Projet 2012: construire une vision commune pour Rio+20 qui porte la voix des communautés locales et vulnérables

Vingt ans après le sommet de Rio sur le développement durable, la communauté internationale sera rassemblée à Rio en 2012 pour refondre les paradigmes dominants, et intégrer les nouvelles contraintes environnementales, climatiques et sociales dans le développement et l'éradication de la pauvreté. Il est important que les nouveaux principes et modalités de développement bas carbone et adapté au changement climatique s'articulent autour des besoins, vulnérabilités et priorités des communautés locales.

Les membres du Réseau travaillent principalement avec les communautés locales pour créer des opportunités socioéconomiques et des leviers de sortie de pauvreté, sous contrainte climatique – notamment dans le domaine de l'énergie et de l'agriculture. A ce titre, il est important que le Réseau porte la voix et les préoccupations de ces communautés dans les négociations Rio+20 et s'assure que l'économie verte et la gouvernance mondiale de l'environnement bénéficient aux communautés et intègrent leurs préoccupations. Nous avons déjà commencé à réfléchir à cette question et publié en 2011 - à l'occasion de la CMAE climat à Bamako -une très courte note de réflexion sur le développement bas carbone et résilient au changement climatique, tirée de notre publication 2010 : « climat & développement : entre stratégies locales et gouvernance internationale ». Il s'agit maintenant d'affiner le plaidoyer sur un thème un peu plus précis et bâtir sur notre expérience du terrain. Ensemble, nous avons choisi de cibler le rôle et les besoins des communautés locales dans un contexte d'économie verte sous contrainte climatique. Et défini les priorités politiques suivantes :

- S'assurer que les priorités et vulnérabilités des communautés locales soient prises en compte dans les négociations à Rio+20.
- S'assurer que les communautés locales soient au cœur de tout développement bas carbone et résilient au changement climatique.
- S'assurer que les engagements politiques pris par les Etats autour de Rio+20 soient véritablement mis en œuvre dans les pays.

Les enjeux de Rio+20 sont de taille pour l'Afrique – et plus particulièrement l'Afrique francophone qui concentre la majorité des Pays les Moins Avancés. L'Afrique représente également le continent le plus vulnérable aux changements climatiques. Les dirigeants africains ne doivent pas rester des acteurs en marge de Rio+20. Au contraire, ils doivent se mobiliser pour que les décisions prises prennent en compte les besoins, priorités et défis des populations africaines, et des communautés locales en particulier. Dans ce contexte, la société civile doit est appelée à jouer un rôle pivot – pour mobiliser et appuyer les décideurs francophones et africains, pour rappeler les priorités des populations les plus pauvres et les plus vulnérables et les impacts du changement climatique sur le développement.

C. A quoi doit servir Rio+20 ?

Rio +20, une énième conférence ou un nouveau paradigme ? Rio+20 est le prochain sommet de la Terre organisé à Rio de Janeiro à l'initiative de la Conférence des Nations Unies sur le Développement Durable en juin prochain. Le sommet a pour mission d'ouvrir la voie à une réforme approfondie de l'architecture mondiale du développement durable – du cadre institutionnel aux politiques préconisées et mises en œuvre. Il s'agit d'une bien lourde mission pour un sommet qui va durer deux semaines pour la société civile mais réunir les Chefs d'Etat pendant moins de 48 heures. Cette lourde mission pourrait fortement influencer la nature et le bienfondé des politiques de développement appliquées et financées dans les 10 ou 20 prochaines années. L'enjeu est trop grand pour faire l'objet d'une seule conférence. A ce titre, Rio+20 doit être vécu comme le point de départ d'une réflexion. Le moment d'acter la nécessité de réformes sans se précipiter pour en imposer le contenu.

Rio+20 – bilan de vingt ans d'échec ? Pour rappel, ce sommet fait écho au 1^{er} sommet de la Terre organisé en 1992 et qui a débouché sur l'adoption de trois Conventions : sur les changements climatiques, sur la biodiversité et sur la désertification. Trois Conventions qui vingt ans plus tard, présentent un bilan plus que mitigé, des chevauchements répétés et une mise en œuvre plus que limitée. L'environnement ne bénéficie toujours pas d'un droit hiérarchiquement plus fort que le droit du commerce. Il n'est toujours pas protégé par un cadre juridique et pénal international. En effet, il n'existe aujourd'hui aucune institution onusienne chargée de créer et sauvegarder un droit au développement durable. Malgré ces conventions internationales chargées de protéger les plus pauvres, l'agriculture fait de plus en plus les frais des intérêts des multinationales ; le changement climatique constitue de plus en plus une trappe à pauvreté inextricable ; la lutte contre la désertification ne fait toujours pas l'objet d'une politique prioritaire à l'agenda du continent africain ; et la biodiversité est « protégée » seulement lorsqu'elle est rentable. Enfin, les financements internationaux manquent à l'appel pour mettre en œuvre une vraie politique d'accès à l'énergie pour tous et pour longtemps. Bref, autant d'enjeux de développement identifiés déjà en 1992 et qui restent sans réponse aujourd'hui.

L'économie verte, synonyme de laisser-faire ? Rio+20 a deux grands points à son agenda : la réforme du cadre institutionnel qui régle et consacre le développement durable d'une part, la transition vers une économie « verte » d'autre part. Avec un grand point d'interrogation sur ce qu'on appellera « économie verte ». Ce dernier concept suscite un engouement indéniable partout à travers le monde et permet actuellement d'étiqueter un ensemble hétéroclite allant de la dernière initiative « moins nocive » d'une multinationale à la nouvelle politique de croissance d'un pays qui favorise le développement de nouvelles technologies perçues comme « moins nocives » aussi. Le PNUE a défini les termes « économie verte » comme suit : *« l'économie verte est une économie qui entraîne une amélioration du bien-être humain et de l'équité sociale tout en réduisant de manière significative les risques environnementaux et la pénurie des ressources »*. Malheureusement, la définition du PNUE est bien trop belle pour la réalité qui sur le terrain, au mieux, s'apparente à une « croissance verte » (notion à l'ordre du jour du G20 à Los Cabos et juste avant Rio+20) qui comprime à tort et à travers la multiplicité des enjeux environnementaux derrière le terme « verte » et exclue sans ambages un des trois piliers constitutifs du développement durable : le social. Or ce sont le social et

l'environnemental qui laissent à désirer dans les politiques de développement aujourd'hui. L'économie verte telle qu'elle est comprise par les acteurs économiques revient à consacrer l'économie « laisser-faire » au profit des plus forts.

Où sont les communautés ? En consacrant trop rapidement le terme « économie verte » sans en identifier les dangers et les limites, Rio+20 pourrait menacer très directement les acquis de 1992 en étioquant la notion de développement durable au détriment de la justice sociale et au détriment des communautés. Ces communautés pauvres et vulnérables invoquées quotidiennement dans les négociations. Ces communautés dont on décide l'avenir toutes les décennies sans jamais penser à leur demander leur avis. Le développement mal conçu et mal appliqué coûte cher à la communauté internationale et freine de plus en plus les élans de solidarité nord-sud. Les contribuables ne veulent plus payer pour entendre que la pauvreté en Afrique n'a pas reculé et que la dégradation environnementale freine l'accès au développement. Au regard du budget de plus en plus limité accordé par la communauté internationale pour financer les enjeux de développement et de protection de l'environnement dans les pays pauvres, il est impératif de bien penser les grands axes de développement négociés à huis clos mais dont les répercussions sur les communautés et pays « bénéficiaires » sont gigantesques. Le choix *traditionnel* des bailleurs de la Banque Mondiale de financer en priorité des centrales à charbon en Afrique pour alimenter des multinationales qui polluent localement, sont presque exemptées fiscalement et exportent ensuite leurs productions à l'international représente un exemple simple de politique de développement coûteuse qui oublie de bénéficier aux populations visées et à leur environnement.

Rien ne sert à courir, il faut partir à point. C'est bien pour éviter de répéter les mêmes erreurs que les sommets, institutions et politiques des décennies passées que le Sommet de Rio doit réussir à construire une proposition pour et par ces communautés - à la fois objets des négociations et bénéficiaires des politiques de développement qui en découlent. L'économie verte ne doit pas servir de cache-misère à une série de pratiques nocives pour les populations et les écosystèmes mais véritablement répondre aux besoins des communautés : lutter contre les trappes à pauvreté, lutter contre les dynamiques économiques globales qui écrasent toute activité économique locale, lutter contre les impacts du changement climatique qui affectent l'environnement et les activités des populations, lutter pour l'accès aux énergies renouvelables pour tous, lutter pour la sécurité alimentaire et l'accès aux services essentiels mais aussi moins essentiels. La liste est déjà longue et doit être rallongée pour recueillir les besoins tels qu'exprimés par les communautés d'Afrique, d'Asie ou du Pacifique. Avant de prendre des décisions multilatérales d'une telle envergure, il s'agit de commencer par consulter les populations concernées. Et peut être que le sommet de Rio+20 en juin doit avant tout servir de forum pour recueillir ces doléances et ces propositions locales plutôt que déboucher sur des politiques d'ajustement structurel « vertes » mais néfastes au bien-être humain, social et environnemental. En clair, il s'agit de refuser la consécration d'un concept bâclé et étranger qui ne contribuerait pas directement au bien-être des communautés locales, à la justice sociale et environnementale pour tous. C'est dans une logique de consultation et d'appropriation nationale que l'atelier du Réseau Climat & Développement souhaite contribuer à la liste des enjeux, obstacles, envies et propositions identifiés avec les communautés locales et portés par la voix associative francophone.

D. Quels enjeux pour nos communautés locales?

Les communautés locales africaines francophones avec lesquelles travaillent le Réseau Climat & Développement font les frais aujourd'hui des politiques inexistantes ou inefficaces mises en place au nom de leur développement depuis 1992. En outre, elles souffrent de la démultiplication des aléas climatiques qui abîment leurs cultures, tuent ou fatiguent leur cheptel, compliquent l'accès à l'eau. Elles souffrent aussi de la volatilité croissante des prix des biens agricoles, fonction directe de la financiarisation des matières premières et du prix de plus en plus élevé du kérosène, fonction directe de la diminution des stocks mondiaux d'énergies fossiles. En clair, elles font face à trois nouvelles contraintes systémiques qui représentent trois nouvelles trappes à pauvreté: la mondialisation et la financiarisation de l'économie réelle ; la fin non-assumée des énergies fossiles ; et les changements climatiques.

L'exemple de l'agriculture. L'agriculture représente le principal enjeu économique pour une majorité des communautés rurales d'Afrique. C'est l'agriculture qui nourrit, crée de l'emploi et du revenu pour les populations locales. C'est cette même agriculture qui souffre très directement des impacts du changement climatique, des irrégularités de la pluviométrie, des politiques agricoles excédentaires et exportatrices de l'UE, des jeux d'achat et revente des stocks de production agricole à la City de Londres, de l'implantation « locale » des multinationales vendeuses d'intrants chimiques, d'agrocarburants ou de bananes ; et des choix agricoles déconnectés des besoins locaux car décidés à plusieurs milliers de kilomètres de là, au siège de la Banque Mondiale. Un des enjeux clefs pour éviter de mettre la sécurité alimentaire des régions les plus vulnérables en péril est la nécessité de la cohérence des politiques de développement agricole et de lutte contre les changements climatiques. Il est primordial que les décisions politiques prises pour favoriser l'adaptation du secteur agricole aux changements climatiques, mais aussi pour assurer l'atténuation des émissions du secteur soient cohérentes et ne mettent jamais en péril la souveraineté alimentaire des communautés, tout en réduisant les émissions où elles sont le plus élevées. Le rôle de l'agriculture familiale dans l'adaptation et l'atténuation doit jouer un rôle central et les communautés ont un rôle important à jouer dans la mise en place de recommandations pour des politiques cohérentes.

Il est très difficile d'arbitrer sur le bienfondé des choix politiques et économiques faits par un pays en situation d'extrême pauvreté puisqu'il faudrait pouvoir opposer ces choix à des alternatives tout aussi rentables mais plus justes. Une tâche peu aisée a priori mais les initiatives innovantes sur le terrain montrent chaque jour les opportunités et alternatives qui existent et peuvent permettre d'améliorer et de redistribuer le bien-être entre tous.

Conclusion. Rio+20 doit permettre à la société civile de confronter les Etats sur ces politiques « court-termistes » en contradiction directe avec le bien-être et le développement durable des populations. Des solutions existent pour réconcilier accès équitable aux ressources naturelles, développement économique et protection de l'environnement mais leur financement et leur mise en œuvre exigent une réforme des pratiques grandes institutions et faiseurs de politiques à la chaîne.

Chapitre 2

SYNTHESE DES DEBATS À L'ATELIER

- A.** *Lundi 23 avril : de Durban à Doha, en passant par Rio*
- B.** *Mardi 24 avril: construire une vision commune pour Rio+20 qui porte la voix des communautés locales et vulnérables*
- C.** *Mercredi 25 avril : A quoi doit servir Rio+20?*
- D.** *Quels enjeux pour nos communautés locales?*

LUNDI 23 AVRIL

DE DURBAN A DOHA EN PASSANT PAR RIO

Procédant à l'ouverture de l'atelier Ange David BAIMEY et Emilie JOHANN ont fait une brève présentation de l'Agenda qui allait structurer les cinq jours de rencontre. A leur suite, Emmanuel SECK a présenté les objectifs de l'atelier après avoir invité toute l'assemblée à rendre un hommage à Mohamed Ben Dada des Amis de la Saoura en Algérie et observé une minute de silence pour ce défenseur de l'environnement et pionnier du RC&D. Emmanuel a invité toute les Organisations présentes à ne pas rater le train de l'histoire, à s'y installer afin d'aboutir au changement que nous souhaitons pour les communautés pour lesquelles nous travaillons.

Ensuite, la journée a commencé avec une série d'analyses des négociations internationales sur le changement climatique, suite au sommet de Durban fin 2011.

Les négociations à Durban : enjeux et conclusions du LCA, Alpha Kaloga (Germanwatch)

Alpha KALOGA, dans sa présentation, a fait ressortir certains éléments de la COP17 : notamment, l'adoption d'un mandat et d'un calendrier clair pour négocier un accord mondial d'ici à 2015 qui coordonnerait et orienterait l'action des pays dans un cadre ambitieux et juridiquement contraignant ; la réduction ambitieuses des émissions de GES des pays et la fixation d'objectifs nationaux ; l'adoption (à confirmer) d'une deuxième période d'engagements, la première arrivant à échéance en décembre 2012 et enfin a l'opérationnalisation et le renforcement des Accords de Cancun : comité pour l'adaptation, mise en place du Fonds Vert, comité exécutif pour les technologies, phase-pilote de la REDD.

Il a fait savoir qu'à Durban, les pays ont décidé de la création d'un nouveau processus, intitulé la « **Plateforme de Durban pour une action renforcée**, qui doit permettre de négocier un nouvel accord mondial avec force juridique et que sous cette plateforme un programme de travail sera établi pour augmenter le niveau d'ambition et fermer le fossé entre le niveau actuel de réduction et celle nécessaire pour 2°C.

L'analyse d'Alpha sur cette plate-forme « ADP » a bien souligné la confusion actuelle sur la nature juridique post 2020, l'incertitude du niveau d'ambition de réduction des Gaz à Effets de Serre et l'approvisionnement du Fonds Vert qui reste un problème et enfin la question de l'équité qui est devenue la clef pour les futures négociations du régime post 2012. Par la suite, Alpha a également critiqué les faibles engagements en matière d'atténuation : les obligations actuelles de réduction sont insuffisantes pour refermer le fossé entre l'ambition et les objectifs fixés par la science. C'est justement pour combler le fossé qu'un plan de travail sera mis en place pour accroître les objectifs de réduction de GES. Le programme devra également prendre en compte le 5^{ème} rapport du GIEC,

dont la sortie est prévue en 2014, et qui permettra d'actualiser la science du climat. Sachant que cette nouvelle science va surement démontrer que nous nous rapprochons dangereusement d'un réchauffement irréversible de 2°C.

L'orateur a terminé sa communication en nous disant que l'accord de Durban ne s'accompagne pas d'une hausse du niveau des promesses des pays pour mettre en pratique ces réductions, alors que ces promesses sont déjà considérées largement insuffisantes pour contenir le réchauffement sous le seuil de 2°C. En effet, les financements promis et nécessaires ne sont pas au rendez-vous et aucun pays n'a encore pris d'engagement financier ferme vis-à-vis du Fonds Vert.

Les négociations à Durban : enjeux et conclusions du Protocole de Kyoto, Kobélé Keita (Guinée Conackry)

Monsieur Kobélé Keita a analysé le résultat des négociations sous le protocole de Kyoto à Durban. Dans cette communication, l'orateur est revenu sur la signature du protocole de Kyoto en décembre 1997 et son entrée en vigueur le 16 février 2005. Pour rappel, le Protocole engageait de manière juridiquement contraignante la majorité des pays développés (Etats-Unis exceptés) à réduire leurs émissions de GES selon un objectif fixé par les pays. L'orateur nous a expliqué que ce protocole s'apprêtait à entrer dans une 2^{ème} période à partir de 2013. Dans le cadre de cette 2^{ème} période, de nouveaux gaz seraient soumis à des objectifs de réduction il s'agit entre autres du dioxyde de carbone (CO₂), le méthane (CH₄), l'oxyde nitreux (N₂O), l'hydrofluorocarbure (HFC), l'hydrocarbure hyperfluorés (PFC) et l'hexafluorure de soufre (SF₆). Par ailleurs, la nature de cette 2^{ème} période était encore incertaine car tous les pays développés n'avaient pas encore accepté d'en faire partie : Japon, Nouvelle Zélande et Australie n'ont pas encore proposé leur objectif de réduction alors que cette nouvelle période commence dans 6 mois à peine. Ils veulent négocier les règles de comptabilisation des émissions nationales pour qu'elles soient flexibles. Pour les ONG, cette flexibilité signifierait une comptabilisation laxiste des émissions de GES des pays qui en réalité, auraient peu d'efforts à faire pour atteindre leurs objectifs. Pire, le Canada a décidé de se retirer complètement du Protocole de Kyoto. D'ici Doha, il sera crucial de se mettre d'accord sur les règles de comptabilisation des émissions, et de continuer à mettre la pression sur le Canada, la Nouvelle Zélande et l'Australie.

Zoom sur les financements climat, Alix Mazounie (Réseau Action Climat-France)

A l'évidence, il existe un danger d'un gap financier, et d'un Fonds Vert vide entre 2013 et 2020 si l'on ne mobilise pas dès aujourd'hui des financements publics, additionnels, et pérennes. Les financements sont aujourd'hui l'une des clés pour un accord global sur le climat. Sans financements, les pays les plus pauvres et les plus vulnérables ne pourront financer leurs besoins d'adaptation les plus urgents. Sans financement, il ne peut avoir d'accord et de véritables politiques d'atténuation dans les pays du Sud. D'où un blocage politique pour l'instant. Et le G77 n'a aucun intérêt à s'engager sur des mesures d'atténuation et de transparence tant qu'il n'y a pas de gages clairs sur les financements. C'est dans ce contexte qu'il est impératif que les pays développés s'engagent financièrement pour 2013-2015, accélèrent les négociations sur les financements innovants : taxe sur les transactions financières, taxe équitable sur le fret maritime, redirection des subventions aux énergies fossiles, et surtout affectent les recettes au climat et au développement. Ils doivent prendre

des engagements chiffrés dès Doha pour 2013 pour réinstaurer la confiance dans la négociation, et enfin abonder le Fonds Vert.

De Durban à Doha, en passant par Bonn, Sandra Freitas (AFHON Togo)

Sandra FREITAS a présenté les perspectives pour Bonn et Doha. Selon elle de nombreuses questions restent en suspens comme par exemple : l'adoption finalisée d'une 2^{ème} période d'engagement au titre du protocole de Kyoto mais également sa durée (l'Union Européenne voulant 8 ans et les PMA et AOSIS, 5 ans). Aussi elle a mis en exergue la question des conditions de succès de ces prochaines rencontres, à savoir :

- Des discussions équilibrées entre le contenu et les processus. Il ne faut pas que le processus nous fasse oublier l'objectif final de la négociation : réduire nos émissions drastiquement et répartir l'effort équitablement, aider les pays les plus pauvres à s'adapter au changement climatique.
- L'équilibre entre les aspects politiques et les aspects techniques des négociations. Il ne faut pas oublier que chaque pays vient dans la négociation avec des tactiques de négociation qui ont parfois peu à voir avec le climat (négociations à l'OMC par exemple).
- La meilleure utilisation des ateliers et des réunions d'experts
- La réalisation des COP en petit groupe plutôt que celle de grande masse
- Avoir les textes de négociations prêts dès la fin de l'intersession de Bangkok en Septembre pour permettre aux pays de s'approprier leur contenu et de venir à Doha préparés pour négocier le texte final.

Introduction au processus Rio+20, Ange Baimey (RC&D)

Une présentation sur le processus de Rio+20 a été faite par Ange BAÏMEY, chargé d'animation au Réseau Climat & Développement. Après la genèse de Rio+20 il a donné une définition en disant que Rio+20 signifie 20 ans après la première Conférence des Nations Unies sur l'Environnement et le Développement (dit premier Sommet de la Terre) qui s'est tenue à Rio de Janeiro en 1992. Après avoir évoqué le faible résultat des Conférences qui se sont succédées, l'orateur s'est posé la question de l'utilité d'un retour à Rio. Apportant des éléments de réponses, il a souligné que les notions mises en avance par les Nations Unies à travers le PNUÉ et d'autres agences, à savoir l'Economie Verte et la gouvernance mérite une attention particulière pour nous organisations de la société civile qui portent les voix des communautés.

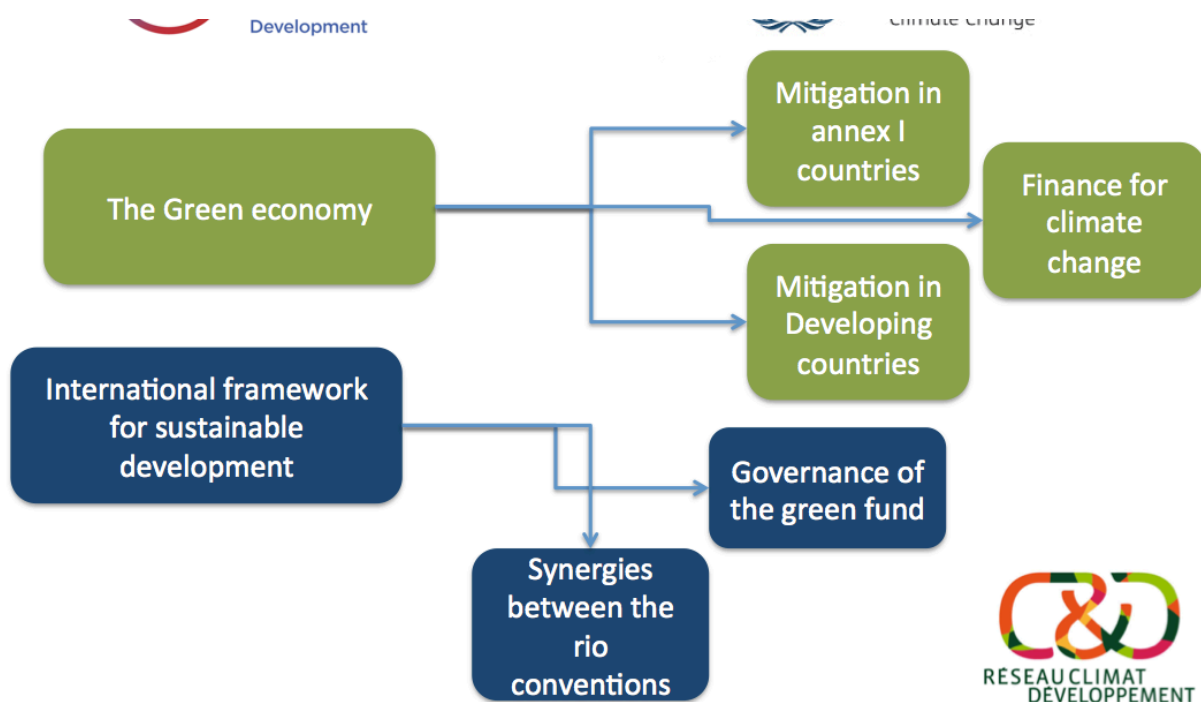
Il a alors fixé trois objectifs à atteindre en Juin 2012 à Rio:

- ❖ sécuriser un engagement politique pour le Développement Durable,
- ❖ évaluer les progrès et le gap restant à combler

- ❖ et enfin aborder les défis nouveaux émergents : villes durable, emplois verts, sécurité alimentaire, gestion des océans, gestion des catastrophes accès à l'énergie etc.

Rio+20 : quels enjeux pour le climat ? Benoit FARACO (FNH)

Benoit a évoqué les enjeux à Rio+20 : emplois verts, la gestion et l'anticipation des risques environnementaux, la protection des océans, la sécurité alimentaire et la protection de l'agriculture, les villes durables, l'accès à l'eau pour tous, la gouvernance de l'environnement les indicateurs selon lesquels évaluer nos actions. Il a montré que le climat était le thème oublié des négociations à Rio mais qu'on pouvait facilement connecter les débats à la CCNUCC avec ceux de Rio : la gouvernance de l'environnement s'appliquera également au Fonds Vert et reposera sur une synergie efficace entre les différentes conventions. L'économie verte s'appuiera notamment sur la réduction des émissions, et dépendra en partie des financements internationaux mis à disposition par les pays développés.



Il a également souligné que Rio pouvait permettre de faciliter les négociations CCNUCC sur thèmes importants et structurant comme la régulation du commerce international, la sécurité alimentaire et les modèles agricoles.

Il est évident que les conclusions de Rio ne vont pas permettre de lutter plus efficacement contre le changement climatique mais peuvent réorganiser le débat qui dépasse les négociations climat et qui doit mieux articuler les politiques internationales du commerce et du développement pour éviter des contradictions et mettre un terme aux politiques « climaticides ».

Benoit a appelé le RC&D à valoriser les communautés à Rio, souvent sources de bonnes pratiques et dans tous les cas, celles aux premières loges du changement climatique. En résumé, arrêtons de négocier des définitions dans des négociations internationales interminables, l'économie verte nous la faisons déjà dans nos projets avec les communautés.

Introduction à l'économie verte, Mohamed SOKONA (Mali Folkecenter)

L'introduction à l'économie verte a été faite par **Mohamed SOKONA** de Mali Folkecenter. D'entrée de jeu il a donné la définition de l'économie selon le **PNUE**, **WRI** et **OCDE**. Pour ces différentes organisations, une économie verte est :

- « une économie qui entraîne une amélioration du bien-être humain et de l'équité sociale tout en réduisant de manière significative les risques environnementaux et la pénurie de ressources » selon le **PNUE**.
- « Une vision alternative pour la croissance et le développement; qui puisse générer de la croissance et améliorer les conditions de vie des populations dans une perspective de développement durable » selon le **WRI**
- « Un ensemble d'activités qui produisent des biens et services destinés à mesurer, prévenir, limiter ou corriger les dommages environnementaux à l'eau, l'air et le sol et les problèmes relatifs aux déchets, bruits et écosystèmes » selon l'**OCDE**

Ensuite il a été question de savoir sur quel aspect, nous, société civile devrions pousser afin d'avoir des résultats bénéfiques aux communautés. Sokona a notamment préconisé la mise en place d'indicateurs pour que l'économie verte bénéficie véritablement aux communautés locales.

Mobiliser la société civile à Rio+20, Severin APEDJAGBO (JVE Togo).

Severin, pour clore les communications de la journée, a présenté la mobilisation du réseau JVE en route vers Rio+20 au niveau du Togo et bien au-delà. Après s'être appesanti sur l'échec des politiques depuis 1992, il a souligné l'importance de l'implication des jeunes dans ces processus de négociations en rappelant que les jeunes constituent des acteurs importants à ne pas négliger. Les initiatives de la jeunesse étant nombreuses (Rio+Vous, My City+20), il a appelé à la mobilisation de la société civile pour une réussite du sommet.



MARDI 24 et MERCREDI 25 AVRIL

INTRODUCTIONS

Le Réso Climat au Mali : un tissu consolidé de la société civile, Zakara Maman (Mali FolkeCenter)

M. MAMAN Zakara Oumarou de Mali Folke Center a présenté en plénière l'**Initiative Réseau Climat Mali**. Cette plateforme (composée en autres de membres du RC&D comme le Mali Folke Center et AMADE PELCODE Mali, etc.) met en œuvre un Programme de l'Etat Malien 2009-2012 financé par un fond suédois à hauteur de 1,8 milliards de francs CFA. Vingt huit projets ont été sélectionnés (14 projets en 2010 et 14 projets en 2011) et l'Eau, l'Agriculture, la Foresterie et l'Energie sont leurs différents secteurs d'intervention. Les échanges qui ont suivi ont portés sur : la prise en compte des savoirs indigènes dans la formulation des options d'adaptation ; le Mali comme zone très vulnérable au changement climatique ; les semences améliorées basées sur les travaux de l'IRM en collaboration avec les projets autres qui interviennent dans la zone ; la variabilité des niveaux de la nappe phréatique qui induit une alternance des techniques de collectes de l'eau ; les communautés qui ont une grande habitude de lecture du temps ; Les critères de sélection pour l'accès à un financement important pour la société civile avec deux pays en Afrique de l'Ouest ; l'insistance sur la notion de non-assistance mais plutôt sur celle de la participation ; l'amélioration des conditions aquifères par l'élimination des plantes envahissantes et leurs transformations en compost ; la ferme écologique qui permet de lutter contre l'insécurité alimentaire.

Energie et agriculture : deux enjeux clé pour le climat et Rio+20, Benoit Faraco (FNH)

M. Benoit FARACO, FNH a présenté les objectifs et enjeux des deux prochaines journées en matière d'agriculture et d'énergie.

- En matière d'agriculture, il a montré le paradoxe douloureux entre le milliard de personnes qui souffre de la faim et de malnutrition et le gaspillage annuel de 30% de nos ressources alimentaires. A titre comparative, l'UE jette l'équivalent de 50% de la consommation alimentaire africaine. Il a également souligné l'impact de l'agriculture dans les émissions mondiale (environ 30%) et qu'il va falloir réduire tout en nourrissant une population en forte croissance. Comment réduire les émissions tout en améliorant la sécurité alimentaire?
- En matière d'énergie, Benoit a expliqué que 1,6 milliards de personnes n'ont pas encore accès à l'électricité et que 2 milliards de personnes consomment quasi-exclusivement de la biomasse, ressource de plus en plus rare. En parallèle, nos ressources énergétiques fossiles, responsables du changement climatique, sont également en voie de disparition et de plus en

plus chères. Comment garantir l'accès à l'énergie pour tous sans contribuer au changement climatique?

L'objectif des discussions à l'atelier sera de proposer des réponses locales à ces questions qui font déjà couler beaucoup d'encre au sein de la communauté internationale mais sans mise en œuvre concrète.

Enfin, les participants ont été invités à se répartir en deux groupes afin de passer au crible fin les questions sur d'un côté l'Agriculture et de l'autre côté l'Energie avec pour leit motiv **s'assurer que l'économie verte contribue aux communautés locales et vulnérables au changement climatique.**

Economie verte et communautés locales, Emmanuel Seck (ENDA)

Emmanuel SECK a fait une communication ayant pour thème « économie verte et communautés locales ». Il a débuté en faisant l'état des lieux. Il en est ressortit la pauvreté énergétique, qui implique le faible taux d'accès à l'électricité, le manque d'infrastructures énergétiques, notamment un grave déséquilibre du service énergétique (centre urbains et zones rurales) et une absence de vision des politiques pour le long terme.

Aussi le problème de la dépendance vis-à-vis des combustibles traditionnels a été relevé. Cela est dû à une forte consommation des combustibles traditionnels et une faible substitution des énergies traditionnelles par les énergies modernes (gaz butane par exemple). Aussi la dépendance à l'égard de l'extérieur de produits pétroliers potentiel énergétique, les acquis et la relation énergie-environnement et enfin les défis que nous devons relever. Concernant l'acquis dans l'accès aux services énergétiques. Il serait important de vulgariser le développement des biocarburants par la production de biodiesel à partir du Jatropha et du bioéthanol à partir des entreprises sucrières. Susciter la mise en place de programme de diffusion des biodigesteurs pour la cuisson aussi la diffusion des foyers améliorés comme solution d'atténuation de la pression sur le couvert forestier menacé par le phénomène de désertification et élaborer des programmes d'électrification rurale. Mettre en place des centres nationaux de recherche et développement, par exemple le CRES.

Sur le volet énergies et environnement il a mentionné qu'il existe un lien étroit entre énergie-pauvreté-environnement et développement. Pour finir il a cité les deux défis majeurs qu'il nous faut relever à savoir : comment exploiter le potentiel énergétique disponible pour les besoins de développement durable de l'Afrique ? Comment mobiliser les investissements pour réaliser des infrastructures énergétiques viables et durables ainsi que des services énergétiques décentralisés en vue d'assurer un meilleur accès des populations à l'énergie ?

Parmi les recommandations, Emmanuel Seck a notamment identifié l'accès amélioré au crédit, la sobriété carbone dans les plans locaux, les transferts de compétence et de ressources pour une décentralisation réussie, la mise en place de cadres participatifs et de concertation ; la mise en place de cadres règlementaires facilitant l'accès à la propriété foncière ; le reboisement et la protections des forêts ; **l'amélioration du** niveau de formation, d'information et de recherche pour faire plus de place aux connaissances locales.

Emmanuel a conclu sur l'idée forte que l'économie verte ne doit pas justifier la financiarisation de l'environnement

Green New Deal Nigeria : une campagne de la société civile, Margarete Tanzmann (Fondation HBS Nigeria)

Margarete TANZMANN de HBS Nigeria a présenté une campagne de la société civile visant à désamorcer les tensions sociales - à la suite de l'augmentation des produits pétrolier sur le marché- en proposant une transition énergétique et économique nationale. La conférencière a montré l'urgence et l'opportunité d'un virage économique et sociétal au Nigeria. Elle a rappelé l'importance pour la société civile d'avoir une vision commune en d'envisager le changement avec les communautés. Il est important d'avoir un contrat social et politique au sein des communautés.

MARDI 24 et MERCREDI 25 AVRIL

ENJEUX ENERGETIQUES POUR LES COMMUNAUTES LOCALES

Mardi 24 avril 2012. Grands enjeux pour l'énergie et le climat

Les enjeux énergie et climat du 21^{ème} siècle : vers une transition énergétique mondiale, Stéphane Pouffary (Energies 2050)

Dans sa présentation, Stéphane a soutenu que c'est en Afrique que l'utilisation de l'énergie coûte le plus cher. Et il a montré aux participants les courbes d'augmentation accélérée de la demande en énergie. Actuellement, seul 17% des populations africaines ont accès à l'énergie, et la communauté internationale espère pouvoir proposer l'accès à l'énergie à 80% de la population africaine, à horizon 2030. Dans sa communication l'intervenant a par ailleurs fait cas du bouleversement que le monde connaît et présenté quelques défis comme la croissance démographique, l'épuisement des ressources, et le déséquilibre croissant entre pays développés et pays en développement qui sera la base des conflits, des tensions et des ruptures dans le monde. Pour parer à tous ces désagréments, il serait indiqué d'utiliser nos différentes ressources de façon rationnelle tout en incluant la réduction des émissions de gaz à effet de serre et de polluants.

Stéphane a développé le concept de « citoyenneté énergétique » qui se traduit par des actions d'efficacité énergétique, de sobriété énergétique, et l'utilisation des énergies renouvelables. Il s'agit du triplet gagnant que l'orateur a prescrit face aux maux énergétiques des populations.

Etat des lieux de la situation énergétique en Afrique, Emmanuel Seck (Enda Sénégal)

La communication d'Emmanuel Seck a fait un état des lieux de la situation énergétique en Afrique. Selon Emmanuel, l'Afrique est confrontée à une pauvreté énergétique qui se caractérise par un faible taux d'accès à l'électricité due à un manque d'infrastructures énergétique, ce qui se traduit par un grave déséquilibre du service énergétique tant dans les centres urbains que dans les zones rurales.

Pour ce qui est de la dépendance vis-à-vis des combustibles traditionnels et des produits pétroliers, il faut dire que le taux de consommation en biomasse est de 70 à 80%. L'Afrique a peu recours à des énergies de substitution des énergies traditionnelles par les énergies modernes (gaz butane par exemple).

La production d'électricité reste très faible, avec 76% d'origine thermique et 22% d'hydroélectrique, notamment en Afrique de l'est et de l'ouest. Quant à l'Afrique du Nord produit presque la moitié du pétrole et du gaz avec 80% de ces ressources consommées en Afrique du Nord et du Sud - Afrique de

l'Ouest largement dominée par le Nigeria, compte pour 21% de la production et 12% de la consommation.

Par rapport au potentiel énergétique, il faut dire que l'Afrique a une réserve prouvée en 2000 de charbon minéral, de pétrole et de gaz naturel estimées respectivement à 5,7%, 7,1% et 7,4% des réserves mondiales.

La part de l'Afrique de l'ouest dans les réserves africaines estimée à 19% pour le pétrole, 12% pour le gaz naturel et 0,1% pour le charbon minéral. Pour les ressources hydroélectriques la part de l'Afrique est de 10% des ressources mondiales.

Les ressources ligneuses sont estimées à 82 milliards de tonnes avec une régénération de 1,7 milliards de tonnes par an et le potentiel solaire sous-exploité: la durée d'ensoleillement varie de 3000 à 4000 heures par an et moins de 1% de l'offre d'énergie primaire provient de l'énergie solaire.

En vue de sauvegarder nos forêts, il est important de faire la substitution du bois et charbon de bois par le GPL : 1 kg de GPL équivaut à 3,375 kg charbon de bois en termes d'énergie utile (SIE-Sénégal 2007) et que 1 tonne de GPL permet de sauvegarder 4,5 ha de savane boisée (SIE Mali 2007), dans le domaine des biocarburants, il faut produire nos carburants à partir du Jatropha et du bioéthanol à partir des industries sucrières. Il faut faire la promotion des foyers améliorés comme solution d'atténuation de la pression sur le couvert forestier menacé par le phénomène de désertification.

Concernant l'énergie et l'environnement il est important d'exploiter les sources d'énergies renouvelables pour contribuer à l'amélioration de la qualité de vie des populations africaines à majorité rurales; faire la promotion des énergies nouvelles et renouvelables afin de réduire les émissions de gaz à effet de serre (repenser les modes de production et de consommation – énergies propres – efficacité énergétique – diversification et substitution),etc. le défis auquel l'Afrique doit faire face est comment exploiter le potentiel énergétique disponible pour les besoins de développement durable de l'Afrique? Et comment mobiliser les investissements pour réaliser des infrastructures énergétiques viables et durables ainsi que des services énergétiques décentralisés en vue d'assurer un meilleur accès des populations à l'énergie?

L'accès à l'énergie en zone rurale, Benoit Faraco (FNH)

Benoît FARACO de FNH France, a présenté une communication sur les alternatives pour l'accès à l'énergie. D'entrée de jeu il a relevé les disparités de départ à savoir la pauvreté énergétique, la pression sur la biomasse et un potentiel énergétique énorme.

A cet effet, il faudrait relever les défis qui sont :

- Comment fournir de l'énergie aux communautés rurales,
- Quel type d'énergie fournir aux communautés,
- A quel prix.

Pour cela, nous, acteurs de développement durable devons proposer aux communautés des alternatives d'électrification rurales moins coûteuses, propres et durables en se basant sur les atouts dont elles disposent localement. Il a toutefois souligné que l'Afrique dispose d'un grand potentiel en

Energies renouvelables propre estimés à plus de 1000 fois supérieur à ses besoins énergétiques actuels : énergie solaire, éolienne, géothermique, méthanisation. Malgré cela, 75 % des africains n'a toujours pas accès à l'électricité. Il est noté que l'Afrique est un gros consommateur de biomasse (bois, charbon, sciure de bois), ce qui posent un problème de déforestation, dégradation des sols, accentuation des changements climatiques et la pauvreté. Afin de limiter la pression sur la biomasse il faut :

- Vulgariser l'utilisation des foyers améliorés qui permettra de faire une économie de 49 % de charbon et lampes solaires,
- Produire l'énergie issue de la valorisation des déchets,
- Produire du biogaz comme une source d'énergie alternative en milieu rural pour la cuisson et l'électrification rurale.

A cela s'ajoute l'hydroélectricité qui consiste à construire des microcentrales hydroélectriques, car l'Afrique recèle environ 10 % de potentiel hydroélectrique mondial mais jusqu'à ce jour seulement 5 % de ce potentiel a été exploité. Aussi, l'utilisation du solaire est une alternative pour répondre aux besoins énergétiques des communautés Africaines car à elle seule pourrait permettre de satisfaire entre 3 à 100 fois les besoins énergétiques mondiaux. L'Afrique reçoit 12 h de soleil par jour ce qui offre des opportunités de vulgarisation des plaques solaires thermiques et photovoltaïques, des chauffe eau et lampes solaires. Alors il faut mettre en place des systèmes d'accompagnement des communautés et promouvoir les planifications énergétiques dans les communautés.

Les Fonds d'Investissement Climat : vers quel paysage énergétique pour l'Afrique ? Sani Ayouba (JVE-Niger)

Mr Sani, après un tour d'horizon sur les initiatives des fonds climats existants, a présenté les Fonds d'investissement climatique (FIC ou CIF en anglais). Ils sont mis en œuvre par le biais des banques multilatérales de développement : Banque africaine de développement, Banque asiatique de développement, Banque européenne pour la reconstruction et le développement, Banque interaméricaine de développement et le Groupe de la Banque mondiale.

L'intervenant en parlant du FIC a dit que ce Fonds cherchait à financer des actions transformationnelles via des incitations positives en vue de la mise en place d'un développement à faible émission de carbone et l'atténuation des émissions de gaz à effet de serre par des investissements provenant des secteurs public et privé ; la facilitation d'un déploiement, d'une diffusion et d'un transfert de technologies à faible émission de carbone.

Ceci serait échelonnés par le financement de programmes et de projets à faible émission de carbone qui sont intégrés dans des plans et des stratégies à l'échelle nationale pour accélérer leur mise en œuvre et la réalisation de bénéfices tant sur le plan environnemental que social afin de démontrer le potentiel de la contribution des technologies à faible émission de carbone au développement durable et à la réalisation des objectifs de développement pour le Millénaire.

L'orateur a critiqué les **FIC**, en disant que l'Afrique est très vulnérable et qu'elle a besoin de 17 milliards de dollars par an pour son adaptation aux effets du changement climatique, selon la Banque mondiale. Alors que le FIC ne dispose pour l'instant que d'un montant global de 6, 5 milliards de dollars et cible en priorité l'atténuation des émissions et propose quasi-uniquement des prêts. La part de l'Afrique se chiffre à 2,5 milliards à ce stade pour l'ensemble des programmes-pilotes dans les 15 pays. Mais la BAD espère que ces engagements de financements du FIC servent de catalyseur à des financements additionnels de la part des Banques multilatérales de développement (BMD) et d'autres sources.

Quid du MDP et des NAMAs : une solution pour la transition énergétique en Afrique ? Sandra Freitas (AFHON Togo)

La dernière intervention avant les travaux en groupe a été celle de Sandra FREITAS sur la question des NAMAs et du MDP. Elle a convenu que le MDP avait constitué un échec pour l'Afrique, qui n'a accueilli que 2% des projets. Ainsi avec l'expérience du MDP, l'on ne devrait pas penser que les NAMAs constitueraient la panacée ou la clé pour le développement. Aussi s'est-elle interrogée dans sa présentation, si l'on n'a pas de financements innovants, comment financerait-on ces actions ?

Mercredi 25 avril 2012. Energie et communautés locales

Quelles ressources et quel accès à l'énergie pour l'Afrique ? Severin Apedjagbo (JVE Togo)

Severin APEDJAGBO de JVE Togo a fait sa communication sur les ressources et l'accès à l'énergie pour l'Afrique, plus spécifiquement il a présenté après une cartographie du terrain et fait un focus sur le Projet CLENA qui vise à permettre un accès des communautés aux ressources énergétiques propres. Severin a en outre précisé qu'il faut aider surtout les femmes dans cet accès car cela réduirait la pauvreté. Un système de microfinance facilite notamment l'accès des femmes à ces ressources énergétiques et leur permet de développer des activités économiques.

Renforcer les capacités acteurs béninois sur la production et l'adoption des foyers économiques, Krystel Dossou (OFEDI Bénin)

Krystel a décrit un projet de renforcement des capacités des acteurs béninois sur la production et l'adoption des foyers économiques. Il a présenté les projets et expériences de diffusion intégrée des foyers économiques adaptés aux besoins de divers groupes d'acteurs depuis 1994 au Bénin. Un constat déplorable a été fait celui des gaspillages des ressources ligneuses : la carbonisation traditionnelle est très inefficace et se traduit par une diminution accélérée des superficies forestières et une augmentation de la vulnérabilité de ces populations qui en dépendent pour leurs besoins quotidiens. C'est pour maîtriser la consommation de biomasse que les ONG ont fortement diffusé les foyers améliorés. Cela pourra se faire sous plusieurs approches entre autres : la création de micro entreprises, la formation des hommes et des femmes et aussi des artisans qui forment ensuite d'autres artisans. Ce type de projet présente des bénéfices socio-économiques, écologiques et institutionnels exceptionnels. Il a terminé en préconisant la diffusion massive des outils d'efficacité énergétique à d'autres localités ; l'amélioration du cadre réglementaire de la production et l'utilisation des foyers ; et enfin, un accès amélioré aux substituts à l'énergie traditionnelle et émettrice de CO2.

Projet de Traitement de l'Information pour les Politiques Énergétiques favorisant l'Écodéveloppement, Joseph KOGBE (Amis de la Terre – Togo)

Joseph KOGBE des AT Togo a présenté un projet de traitement de l'information pour les politiques énergétiques favorisant l'éco-développement. Il a d'abord présenté le groupe HELIO International : un réseau d'analystes indépendants reconnus réunis pour étudier les conditions d'un développement équitable et viable à long terme qualifié d'écodéveloppement. Il a appelé à augmenter la résilience climatique en « climatisant » les systèmes et les politiques énergétiques. HELIO entend mettre en place un système d'indicateurs de veille et de suivi permettant d'assurer un approvisionnement énergétique suffisant, sûr, sécuritaire et solidaire dénommé **TIPEE** : Traitement de l'Information pour des Politiques Énergétiques favorisant l'Écodéveloppement. Pour finir il a fait une démonstration scientifique des indicateurs du TIPEE.

Projet d'électrification hybride au Mali, Zakara Oumarou MAMAN (Mali FolkeCenter)

Zakara Oumarou MAMAN de Mali Folk Center au Mali a présenté un projet d'accès amélioré à l'énergie en zone rurale. Il a débuté sa communication par une présentation du Mali, puis a expliqué pour quoi le projet ciblait l'accès à l'énergie : alors qu'il s'agit d'une composante essentielle du développement économique et social, le Mali présente des déficits énergétiques importants surtout en milieu rural. Il est urgent d'améliorer l'accès à l'énergie des populations rurales par des solutions flexibles et innovantes et s'intéresser aux énergies renouvelables dans une logique de développement durable. C'est dans ce contexte que l'ONG MALI-FOLKECENTER qui intervient dans les domaines du développement économique local, les énergies renouvelables, les changements climatiques, la bonne gouvernance et la décentralisation à développé une approche nouvelle basée sur : la production locale, la transformation locale et l'utilisation locale d'énergie.

Le projet de Garalo comprend 1 000 ha de plantations de Jatropha ainsi que d'autres céréales et un réseau de distribution d'électricité. La production de ces graines permettra aux producteurs de diversifier et augmenter leur revenu et la production locale d'électricité pourra permettre d'accéder aux services énergétiques modernes. Il a terminé en mentionnant que suite à la grande réussite du projet de Garalo et des sollicitations des autres villages, que MFC a initié un vaste projet d'électrification rurale dénommé Bagani Courant (BC10). Ce projet innovateur appuiera l'électrification renouvelable de 10 villages maliens.

Promotion des biodigesteurs au Burkina Faso, Zenabou SEGDA (Women Environmental Program)

Zenabou SEGDA de WEP Burkina a présenté un projet de bio-digesteurs au Burkina Faso. Le bio-digesteur est un ouvrage de production de biogaz, une énergie renouvelable obtenue par la fermentation des déchets organiques. Cette énergie est accessible à tous et contribue à améliorer les conditions de vie des ménages ruraux et périurbains. Le projet consiste à accroître l'accessibilité à l'énergie tout en cherchant à réduire la pauvreté rurale. Il va impliquer la construction des Bio digesteurs et la sensibilisation des bénéficiaires sur la protection de l'environnement. Il faut aussi noter que le bio digesteur améliore l'accès à l'énergie surtout propre le (gaz) pour l'éclairage et la cuisson des aliments. Aussi il contribue à la réduction des gaz à effets de serre et à la restauration et la fertilisation des sols et bien entendu améliore les conditions socioéconomiques des ménages.

Après ces communications riches en échanges, les débats se sont poursuivis en groupe pour la consolidation des recommandations du groupe Energie.

Recommandations brutes issues des travaux de groupe énergie

- Inclure la société civile dans la gouvernance et la décision sur l'énergie, aussi bien au niveau des projets communautaires que dans les projets nationaux et internationaux
- Garantir l'indépendance des décideurs politiques face aux entreprises énergétiques
- Considérer que l'accès à l'énergie est un droit fondamental
- Réduire d'ici 5 ans considérablement les subventions aux énergies fossiles
- Encourager des politiques d'efficacité énergétiques dans les politiques et stratégies de promotion de l'énergie
- Arrêter les subventions aux énergies fossiles et reporter la marge dégagée pour alimenter le fond vert Climat
- Insister auprès des décideurs politiques pour l'élaboration de programmes d'investissements basés sur les énergies renouvelables dans l'optique de réduire les émissions futures de carbone
- Exhorter la promotion des énergies propres et l'efficacité énergétique auprès des populations locales
- Appeler à une plus grande responsabilité des pays développés pour la mise à disposition (notamment par des dons pour garantir un service énergétique de base) des ressources financières et technologiques nécessaires pour garantir une utilisation plus large et efficace des sources d'énergie propre.
- Soutenir l'objectif de rendre l'accès à l'énergie universel d'ici 2030 et invite chaque état à rendre compte de l'atteinte de ces objectifs.
- Faciliter l'accès des populations aux services énergétiques permettant l'amélioration de leurs moyens de production et de leurs conditions de vie (autorité)
- Mettre en place des mécanismes financiers capables de canaliser les fonds existants au niveau national et international pour lutter contre la pauvreté et le changement climatique et faciliter l'accès au crédit
- Faire la promotion des technologies modernes, sobre en carbone à travers le développement de l'entrepreneuriat rural
- Promotion de la recherche et développement relatives aux technologies appropriées avec une plus grande implication des universités et institut de recherche de même que les acteurs de la société civile pour la vulgarisation des résultats de ces recherches.
- Financer par un mécanisme spécifique le transfert technologique : propriété intellectuelle, outils de planification et d'évaluation, technologies d'efficacité énergétique et d'une manière générale toutes les technologies sobre en carbone.

- L'accès à la technologie doit permettre de produire localement ou régionalement les équipements selon l'opportunité ou la taille du marché
- Former les professionnels et développer de nouvelles filières dans les formations initiales
- Assurer les conditions de mise en œuvre en incitant ou en rendant obligatoire l'usage de ces technologies (solaire thermique, équipements performants,...)
- Mettre en place de manière progressive une réglementation thermique du bâtiment adapté au développement du marché (pour le neuf et pour l'existant)
- Donner une valeur économique au savoir-faire traditionnel dans la construction
- Généraliser l'usage du solaire thermique dans l'habitat individuel et collectif
- Donner les moyens aux territoires d'organiser des modes transports durables, collectifs et sobres en carbone
- Renforcer le transport périurbain et entre villes et l'intégrer dans un transport national et régional alternatif à la route
- Rendre accessible le transport en commun des citoyens
- Interdire progressivement (le temps de la transformation du marché) les véhicules ne répondant pas aux critères du transport durable
- Encourager le biogaz dans les transports

MARDI 24 ET MERCREDI 25 AVRIL

AGRICULTURE ET COMMUNAUTÉS LOCALES

Mardi 24 avril 2012 : Agriculture en Afrique : quels grands enjeux ?

Quelle cohérence entre politiques climat et politiques agricoles ? Emilie Johann (CIDSE)

Ainsi, les travaux du Groupe Agriculture ont démarré dans la matinée avec la communication de Mlle Emilie JOHANN, CIDSE intitulée « Climat et Agriculture : convergence des crises et cohérence des politiques climats ». La nécessité de garantir la sécurité alimentaire dans le monde jumelée aux impacts potentiels et résiduels du climat, la volatilité des prix des denrées alimentaires, l'agriculture familiale, les agrocarburants, les problèmes d'accaparement des terres, les émissions de GES dues à l'agriculture ont constitué les questions centrales de cette présentation. On constate des incohérences entre politiques de lutte contre le changement climatique et sécurité alimentaire : par exemple, l'UE compte beaucoup sur les agrocarburants pour décarboner son secteur des transports. Mais en accroissant fortement la demande d'agrocarburants, l'UE incite les agriculteurs des pays pauvres à produire en grosse quantité des cultures non-alimentaires et destinées à l'exportation, nuisant à la sécurité alimentaire locale. Ce type de politique contribue également à nourrir le phénomène d'accaparement des terres puisque de plus en plus, on se dirige vers une agriculture de masse intensive et extensive, au détriment de l'agriculture paysanne. Depuis plusieurs décennies, on constate en effet le développement accéléré d'une mono-agriculture industrielle et intensive principalement destinée à l'export de matières premières alimentaires ou énergétiques. Ce modèle agricole, dépendant d'intrants (engrais et pesticides) polluants et coûteux se révèle nuisible sur l'environnement tout en étant en définitive incapable de nourrir la planète et notamment les communautés les plus pauvres. L'agriculture familiale est menacée par le changement climatique or 500 millions de petites exploitation nourrissent 2 milliards de personne. Mais en l'absence de cadres protecteurs, l'agriculture paysanne risque de disparaître. Le développement de l'agriculture intensive coïncide avec celui de pratiques émettrices de Gaz à Effet de Serre et sources d'appauvrissement des sols et de la biodiversité. Enfin, la promotion des OGM comme une des solutions pour augmenter la production et de la résilience des cultures dans le contexte de la pression climatique contribue à la disparition des patrimoines locaux (semences locales, pratiques endogène) et à une dépendance accrue des paysans aux industries semencières. On produit assez pour nourrir l'humanité mais on gaspille une large partie de cette production. Il ressort que « l'économie verte » doit mettre l'accent sur l'équité, l'utilisation des ressources naturelles, et réformer les modèles de consommation et de production.

Nourrir la population mondiale à l'horizon 2050 : un défi pour l'humanité, M. Maïga FARKA, (AMADE PELCODE Mali)

La communication de M. Maïga FARKA, AMADE PELCODE Mali, « Nourrir la population mondiale à l'horizon 2050 : un défi pour l'humanité » avait pour objet de relancer les débats en faisant

davantage le tableau des contradictions. M. Maiga a souligné que 20% de la population s'est accaparée 87% des ressources mondiales et que 925 millions d'individus ont faim en 2010. Dans un monde qui répartit aussi mal les ressources disponibles, le problème ne tient pas aux quantités produites mais plutôt à la redistribution inégale et inique. Peut-on réussir à faire en sorte que 9,2 milliards personnes vivent sans affecter l'environnement ? Nous ne savons plus ou produire et cueillir ce dont nous avons besoin sans porter préjudice à l'intégrité environnementale. Paradoxalement, l'agriculture est devenue la principale source d'alimentation mais également la principale source de dégradation. Et les taux de rendement agricole diminuent : après les années fastes de la « révolution verte », on prend conscience des limites d'une production trop intensive et nocive pour l'environnement. En outre, il nous reste 40 ans d'énergies fossiles, nous allons finir par vivre une situation odieuse où nos besoins alimentaires entre en concurrence avec nos besoins de mobilité. Ce système n'est pas durable et va créer des tensions fortes au sein des sociétés. Il faut trouver des solutions aujourd'hui.

L'agriculture face aux grands intérêts économiques et corporatistes, Amadou KANOUTE, (CICODEV Sénégal)

M. Amadou KANOUTE, CICODEV s'est prononcé sur l'Agriculture face aux grands intérêts économiques et corporatistes. Il a mis en exergue les motivations et les instruments utilisés dans les rapports de forces par les multinationales agroalimentaires, les firmes de distributions, l'industrie pharmaceutique, ceux qui vivent de la rente foncière. Ces différents acteurs veulent contrôler les technologies, semences, circuits de distribution, marchés financiers, réserves foncières. En outre, le fait que quelques uns seulement détiennent tout des chaînes de production jusqu'à la consommation finale signifie que ces multinationales décident de l'offre, du prix, etc. Le consommateur perd son droit de choisir ce qu'il consomme.

Il a présenté deux problèmes en particulier :

- la ruée sur les OGM qui pose un problème de brevet, impliquant que les agriculteurs doivent chaque année racheter des graines au lieu de les conserver et les réutiliser. Ils s'endettent pour produire des OGM.
- La ruée sur les matières premières alimentaires qui crée des « bulles alimentaires ». Les spéculateurs en 2008 ont investi plus d'1 milliard par jour dans les matières premières

Il faut maintenant aussi se prémunir contre la mode des investissements vert qui menacent et accroissent la pression sur les terres. En Tanzanie, plus de 4 millions d'hectares ont été achetés par les investisseurs étrangers pour produire des agrocarburants et de l'alimentation destinés à l'exportation.

Pourquoi cette ruée vers les terres ? Les investisseurs publics et privés anticipent la pression démographique. On sera 9,2 milliards en 2050. Le changement climatique dégrade la qualité des sols et il faut donc aller chercher des terres plus fertiles, là où elles coûtent peu cher : dans les pays pauvres. C'est ainsi qu'on débouche sur un phénomène d'accaparement des terres. 4 millions

d'hectare convoités chaque année. Depuis 2009, le phénomène s'est décuplé : ce sont 45 millions d'hectares qui ont été achetés par des investisseurs, dont 70% se trouvent en Afrique. Au Sénégal, en 10 ans, 650 000 hectares attribués à 17 privés, dont 10 nationaux. Cela représente plus de 16% des terres cultivables du pays.

Dans une étude produite par Cicodev, on constate une production en baisse dans ces communes qui ont vendu leur terres : avant, 1 à 5 tonnes de mill par an. Aujourd'hui seulement 2% d'entre eux arrivent à produire ce tonnage. Il existe aussi un impact en matière de sécurité nutritionnelle : avant, ces gens vivaient des productions locales. Maintenant, ils sont obligés de remplacer leurs aliments de base par le riz, importé et de qualité nutritionnelle moindre. Enfin, le phénomène contribue à accentuer la précarité énergétique : une fois les terres vendues et clôturées, l'accès au bois de chauffe est limité.

Que pouvons nous faire ? Il faut renforcer les capacités des communautés paysannes locales à comprendre enjeu du foncier. Il faut droit à l'information ; promouvoir l'agroécologie avec les producteurs locaux (intrants fabricables localement, et adaptés) ; mettre en place une politique d'accompagnement des petits producteurs ; appliquer la Déclaration de Maputo qui alloue 10% du budget à l'agriculture. L'OMC nous permet de sauvegarder notre agriculture avec une clause d'exemption de régulation du marché. Par exemple, au Sénégal, sur 6 mois par an, l'importation d'oignon hollandais est interdite pour inciter à consommer les oignons produits au Sénégal.

Nos chefs d'Etats ne croient pas à notre agriculture paysanne et familiale. Ils croient à l'agrobusiness, contrat avec grosses entreprises. Il faut changer cette vision toxique.

La question épineuse du foncier et le cas du Togo, Joseph KOGBE (Amis de la Terre Togo)

Joseph a commencé par présenter le Togo brièvement : le Togo compte 6 millions d'habitants dont 61,7% vivent dans la pauvreté et en zone rurale. Le pays fait 56 000 km². L'agriculture représente 40% du PIB, 2/3 de la force de travail et 20% de ses exportations. La terre est très fertile et l'insécurité alimentaire n'a pas lieu d'être. Seulement, les agriculteurs sont confrontés à un phénomène d'accaparement des terres : les agriculteurs ruraux sont spoliés des terres et ont un accès limité au foncier. En effet, l'expansion de grandes exploitations d'agro-carburants est l'une des causes majeures et entraînent par exemple dans la région des plateaux des conflits fonciers Population locale/ Privé. Il propose donc d'approfondir les études, d'informer sur les contrats, d'établir des plans de communication à tous les échelons, de renforcer les capacités.

La législation togolaise en matière de foncier est complexe. Il y a d'une part le régime foncier coutumier mais non-écrit qui dit que la terre appartient aux communautés. Et d'autre part, le régime moderne qui dit que le premier occupant est celui à qui appartient la terre. Et si on creuse un peu plus, en réalité, ce sont seulement les ressources sous-sol qui appartiennent à l'Etat.

Ce système officiel ne marche pas bien auprès des communautés qui ne le comprennent pas. A cause de ce système étatique, les terres sont vendues entre 50 000 et 100000 CFA l'hectare, et les communautés qui les cultivaient sont expropriées pour produire autre chose (du jatropha par

exemple). Parfois, on leur donne redevance annuelle (45 000 CFA/an/hectare maximum) mais souvent, il n'y a pas de compensation.

Josep a cité 3 grands cas d'accaparement : un projet de production biodiesel à partir de jatropha. 30 000 ha de terre fertile exploitée pendant 5 ans ; un projet de production d'agrocarburant similaire par une entreprise américaine (40 000 ha) ; et un projet de réduction de sucre de canne (30 000 ha) par société nationale

Joseph a également fait mention d'une collaboration avec INADES à travers le 1^{er} Forum sur l'accaparement des terres dans le mois de Mars 2012 avec la participation effective les Ministères en charge de l'Agriculture et de l'Environnement. Enfin, il a souligné l'urgence de mettre en place des incitations politiques (ex. suspension de la production agrocarburants) pour cultiver pour les communautés locales ; renforcer capacités des acteurs contre l'accaparement des terres; plaider pour une réforme législative, réglementaire et institutionnelle. Il a également cité la déclaration de Dakar contre l'accaparement des terres et la déclaration de Porto Allegre.

Semences locales et OGM : question d'adaptation et de rentabilité économique, Oumou KOULIBALY (AfricaAdapt Sénégal)

C'est avec Mlle Oumou KOULIBALY, Africa Adapt que les travaux de l'après midi ont débuté autour du thème Semences locales et OGM : question d'adaptation et de rentabilité économique. Elle a d'abord expliqué ce qu'est AfricaAdapt : un réseau (de 1300 membres dont 80% sont basés en Afrique) de partage des savoirs et bonnes pratiques africaines en matière d'adaptation au changement climatique. Le réseau a été créé sous l'impulsion de ENDA, ICPAC, et FARA. Il est financé par le CRDI et le DFID.

AA vise à minimiser les barrières aux connaissances et aider les plus vulnérables à s'adapter: valorisation des langues locales, vulgarisation des travaux de recherche pour les médias, les politiques, les communautés locales. Généralement, le manque d'information peut expliquer de nombreuses barrières.

Oumou a présenté les points saillants d'un débat récent sur les OGM au sein du Réseau AA. Lors Mission au Burkina Faso, échange avec agri sur préoccupations en lien avec les OGM. Comment sauvegarder les semences locales ? Les agriculteurs ont besoin d'une tribune pour s'exprimer. Les Semences locales sont au fondement de la chaîne alimentaire. Avant, c'était un bien commun. Ils n'achetaient pas de semence, ils se l'échangeaient, la protégeaient. C'est une garantie de souveraineté alimentaire. La semence locale/paysanne est sans transformation génétique et obtenue par sélection naturelle. Elle est facteur de prestige et source de revenus. Elle finit toujours par s'adapter à son milieu. Elle a 3 fonctions : besoins de la famille, prévision pour les prochaines cultures et fonction commerciale (on vend surplus).

Mais avec le changement climatiques, et les politiques agricoles inadaptées, on a introduit des OGM aussi appelées « semence améliorée », pour faire face à l'insécurité alimentaire. La semence OGM est conçue en laboratoire pour faire face aux aléas climatiques, aux insectes nuisants et aux attaques des prédateurs. Les OGM sont présentés comme la « clé magique » contre l'insécurité alimentaire.

Mais lorsqu'on regarde nombreux commentaires dans ce débat sur le site web d'AA, on peut voir deux factions.

Ceux qui sont pour : liberté d'entreprendre, bien fondé des progrès technologiques, aspect environnemental positif, impact économique positif (augmentation des rendements).

Ceux qui sont contre les OGM : semences locales se sont adaptées aux conditions climatiques, patrimoine culturel, impact potentiel sur la santé, droit du consommateur à choisir de manger ou non OGM, IPR (les OGM appartiennent aux multinationales)

Ceux qui sont contre font également un bilan négatif du passage du local aux OGM

- Coût des intrants et des semences : 1600 CFA à 54000 CFA
- Semences non-réutilisables « terminator » (plantes ne produisent pas de fruit)
- Recrudescence de la pauvreté
- Agriculteurs toujours endettés
- Utilisation de trop d'intrants appauvrissent le sol et menacent la biodiversité
- Question de santé ?

Les OGM posent un vrai problème de souveraineté alimentaire et de souveraineté semencière. L'augmentation du coût de production qui n'est pas accompagnée de la croissance du rendement. En effet, un camion rempli de fibres pesait 12 tonnes et coûtait 1800 000 CFA. Maintenant, ils ont 2 fois moins de graines et l'agriculteur gagne 2 fois moins.

En effet, suite au séminaire terre et humaniste sur la question des semences locales, les discussions en lignes pendant trois semaines reprises sur le site de FARA, les contraintes de productions sont autant de raisons qui ont conduit le réseau AfricaAdapt à donner une position par rapport à la question des OGM. Il ressort plusieurs opinions défavorables aux OGM dans l'agriculture en particulier pour la souveraineté alimentaire. Entre autre :

- Sur le plan économique : coûts de productions élevés ;
- Sur le plan social : recrudescence de la pauvreté ;
- Sur le plan environnemental : utilisation intense d'intrant chimique ;
- Sur le plan nutritionnel et sanitaire : risque d'obésité.

Le protocole de Cartagena qui met déjà en lumière les mesures à prendre afin de pouvoir gérer la crise des OGM. Les OGM restent fortement une question politique. La société civile doit travailler à régir un droit au choix et un marché transparent en s'appuyant sur quatre critères : sécurité, traçabilité, étiquetage, responsabilité.

Recommandations

- ✓ l'adaptation au CC requiert une politique publique axée sur les petits exploitants
- ✓ les politiques publiques doivent se concentrer sur la filière : eau, restauration des sols, conservation, commercialisation (accès aux marchés, sensibilisation et consommation locale)
- ✓ fiscalité incitative : surtaxer le produit importé pour que le prix local soit plus intéressant
- ✓ banques de semence et stocks de semence
- ✓ mise en place de laboratoires africains si on n'arrive pas à faire barrage aux OGMs
- ✓ il faut des mécanismes de contrôle

L'agriculture familiale face au changement climatique, Myriam MACKIEWICZ-HOUNGUE (AVSF Togo)

Mlle Myriam MACKIEWICZ-HOUNGUE, AVSF, s'est quant à elle étendue sur l'agriculture familiale face au changement climatique. Elle a pris le temps de présenter les caractéristiques de l'agriculture paysanne/familiale qui est très différente de l'agriculture industrielle : de petite taille, avec une prédominance d'actifs familiaux, des cultures diversifiées, des relations à la terre plus vertueuses. Les agricultures familiales sont souvent aussi plus proches des consommateurs puisque la production est commercialisée localement le plus souvent. On constate dans l'agriculture familiale une plus grande efficacité à tout point de vue. D'un point de vue technique et économique, l'agriculture familiale facilite la transmission d'une génération à l'autre, elle crée de l'emploi localement, elle donne un statut et des droits aux salariés. Enfin, d'un point de vue environnemental, elle favorise la gestion durable des ressources naturelles, et n'impacte pas négativement le paysage ni la biodiversité.

Pourtant, alors que l'agriculture familiale représente 1,3 milliards d'actifs et qu'elle fait vivre 2,8 milliards de personnes, elle est de moins en moins soutenue par les gouvernements. Ainsi, elle a un accès limité aux investissements nécessaires, les politiques agricoles ne favorisent pas son accès aux marchés, et elle est très menacée par l'accaparement des terres qui fait rage en Afrique. Enfin, elle est très fragilisée face au changement climatique à cause des changements dans les cycles de pluies qui affectent les rendements, diminuent les surfaces cultivables et endommagent les récoltes. Les conséquences socioéconomiques sont souvent désastreuses : insécurité alimentaire, conflits sur l'usage des ressources, exode rural et pauvreté.

Elle a donc mis en exergue les mesures à adopter afin de réduire les facteurs de vulnérabilité. Dans l'agriculture familiale : améliorer l'accès et la gestion de l'eau, anticiper les catastrophes, diffuser les informations météorologiques, promouvoir des systèmes agroécologiques plus résilients et développer des pratiques adaptatives. Parmi lesquelles : banques de semences, agroforesteries, diversifier avec activités apicoles, avicoles, qui sont moins saisonnières, le pastoralisme, choix de races bovines résilientes.

Mais toutes ces bonnes pratiques doivent s'inscrire dans une politique plus globale de promotion de l'agriculture familiale. Il faut des investissements massifs. Des incitations nationale et régionale doivent être promues afin de garantir une agriculture familiale durable et partant de là une souveraineté alimentaire.

La gestion intégrée de l'eau et son accès dans des conditions de pénuries, Saïd CHAKRI, AESVT Maroc

Avec M. Saïd CHAKRI d'AESVT Maroc les travaux se sont tournés sur la gestion intégrée de l'eau et son accès dans des conditions de pénuries. Il a rappelé que le manque d'eau est dû à l'aridité (cause naturelle) et à la désertification (cause artificielle) avant de poursuivre sa présentation. D'une part, il a expliqué l'évolution des paradigmes de la gestion de l'eau partant des expériences historiques en passant par une gestion de la crise et devant aboutir à une gestion adaptative. A cette fin, l'eau ne devrait plus être gérée comme une substance mais plutôt comme un écosystème. D'autre part, il a proposé les recommandations suivantes pour une GIRE durable :

- ✓ Développer et valoriser la recherche ;
- ✓ Partager et diffuser l'information et les données ;
- ✓ Mettre en place
- ✓ Mobiliser des financements.

La gestion de l'eau peut résoudre les problèmes d'accès à l'eau.

La vulnérabilité des ressources en eau en RDC sous contraintes climatiques, Jean Pierre BEYA (Horizon Vert RDC)

M. Jean Pierre Beya a commencé par présenter et offrir deux livres qu'il a publié en RDC. M Jean Pierre BEYA, Horizon Vert RDC à également renchéri sur la vulnérabilité des ressources en eau en RDC sous contraintes climatiques. En introduction, il a présenté l'importance des ressources hydriques de la RDC qui représentent 32% des ressources en eau de l'Afrique. Néanmoins sous contraintes climatiques les scénarii (scénario1 : sécheresse ; scénario2 : inondation) ne sont pas accablant pour la RDC d'un point de vue quantitatif de la ressource eau. Le vrai problème en RDC, c'est la dégradation de la qualité de l'eau, qui débouchera sur des conflits et des situations de stress hydriques comparables aux zones qui manquent d'eau.

Mercredi 25 avril – agriculture et communautés locales

Agroécologie au Togo, Myriam MACKIEWICZ-HOUNGUE (AVSF Togo)

Le projet se situe dans région des Savanes au Nord Togo. La pluviométrie y est moyenne, avec risque de déficit et phénomène d'érosion. La saison des pluies s'est raccourcie avec intensité plus forte, et la densité de la population est très élevée dans la région.

Le nord Togo cultive notamment le riz et le coton, mais fait également du maraichage. Avec une forte part d'agriculture familiale : notamment d'agriculture attelée pour permettre un mix élevage/agriculture

Le projet appuie le développement de la filière céréalière, à hauteur de 60 000 euros / an. Au total, 270 agriculteurs sont concernés par le projet. Ils font partie d'une coopérative nationale, donc ils sont connectés au marché. Le projet doit favoriser rémunération plus juste.

Le problème récurrent, c'est la concurrence dans l'usage des sols – soit pour produire de la biomasse, soit pour produire des denrées alimentaires. La biomasse est utilisée pour nourrir les animaux et pour chauffer. Mais sa disponibilité est en diminution : on constate une baisse des rendements agricoles, des sols de plus en plus nus, et moins de résidus de culture. Moins il y a de matière organique, plus cela favorise l'érosion liée au vent et à la pluie. Avec comme conséquences : la dégradation des terres, baisse des revenus/ha et extension des surfaces agricoles, et a fortiori, plus de migration et d'exode rural.

Il faut donc restaurer/améliorer la fertilité des sols pour faire face à la dégradation des terres. Plusieurs options et bonnes pratiques :

- construction d'une fosse fumièrè : on y met la matière organique, on l'épand sur les parcelles et on enrichit le sol. Il y a quand même apport d'engrais minéraux.
- Construction de diguettes an-érosives/cordons pierreux.
- Mise en place de pépinières avec plantation d'arbres pour servir de barrière anti-érosive.

La GIRE au Niger, Abdoul Moutari (DEMI-E, Niger)

Depuis 99, le Niger a adopté GIRE comme méthode de gestion. Le projet se situe dans la vallée du Tarka, là où la production maraîchère et pluviale est pratiquée.

On constate l'utilisation abusive d'engrais chimiques qui polluent la nappe phréatique, et réduit la disponibilité eau potable.

Avec le projet, l'eau devient payante pour responsabiliser les communautés – cela pose un problème de savoir à qui revient la responsabilité. Il faut également calculer le coût avec le taux d'amortissement. Le projet a structuré un cadre de concertation au niveau local pour les 458 communautés dans la vallée. Une plateforme a été créée pour dialoguer, avec la participation des élus locaux et techniciens. Il y a aussi un comité local de l'eau.

Le projet facilite l'exploitation des sites maraîchers par les femmes. Malheureusement, l'accès aux terres pose un vrai problème de société. Les femmes louent les terres aux propriétaires terriens. Le projet a permis la création d'une coopérative avec des terres concédées sur 10 ans.

Discussion

- comment les bénéficiaires sont-ils impliqués ?
- s'agit-il vraiment d'un projet d'adaptation vu que ce sont des pratiques ancestrales ? une partie des pratiques sont déjà existantes et endogènes et d'autres sont nouvelles
- est-il possible de réduire le coût par hectare
- quelle réaction d'AVSF à la situation d'accaparement des terres
- est-ce que pratiques développées étaient déjà là avant ?
- est-ce que semences sont certifiées ?
- comment ONG travaillent sur le terrain au Niger ? il y a consortium d'ONG nationales, internationales et locales.
- pourquoi on en est arrivé à l'usage des pesticides dans la vallée du Niger ?

Conclusion. Le changement climatique pour les communautés, ce sont les impacts dont ils souffrent au quotidien. L'économie verte pour les communautés locales, ce sont nos pratiques qui existent déjà. Décideurs, aidez-nous à les dupliquer, à les consolider et à capitaliser, à les valoriser et à les rendre plus visibles. Tout n'est pas imputable au changement climatique, la pression démographique rencontre les crises environnementales.

EFFICACITE ECONOMIQUE DES PRATIQUES AGRICOLES EN COTE D'IVOIRE : CAS DES FEMMES VIVRIERES A LA PERIPHERIE DE KORHOGO, Fidèle Anon (JVE Côte d'Ivoire)

Introduction. JVE est présent dans 19 pays. Il travaille en Côte d'Ivoire avec le DCCER sur l'agriculture, l'adaptation sur un projet à Korhogo. Korhogo est une grande ville au nord de la CI – projet cible la périphérie où se développent des sites maraîchers et des activités pastorales et agricoles.

Le projet a été entrepris parce que le bilan de la situation nutritionnelle était mauvais – 25%. Selon FAO, la région est en situation d'insécurité alimentaire limite. En outre, on constate une forte variabilité climatique dans la zone.

L'objectif du projet était d'assurer la sécurité nutritionnelle et de garantir le bien être social face aux brusques inondations et sécheresses. Le projet s'appuie sur une démarche participative. Il y a les pratiques d'adaptation endogènes sur lesquelles capitaliser mais aussi l'idée de mettre en œuvre pratiques innovantes, en valorisant les travaux sur facteurs de vulnérabilité; et en réalisant une hiérarchisation participative des options endogènes et exogènes

Grâce au projet, on a enclenché un début de solidarité locale et permis des échanges constructifs pour éviter les conflits entre les différentes formes d'agriculteurs. La radio a permis de diffuser les info climatiques et risques sanitaires. Le projet a également permis d'appuyer les femmes

agricultrices et de les autonomiser progressivement. Malheureusement, la crise électorale a ralenti le processus.

LUTTER CONTRE LES OGM POUR SAUVEGARDER LE PATRIMOINE GENETIQUE AFRICAIN, JEANNE ZOUNDJIHEKPON (COPAGEN/JINUKUN Bénin)



Présentation de Jinukun. Jinukun, ca veut dire semence. Le Réseau a fonctionné informellement pendant une dizaine d'année. Le réseau est constitué de scientifiques : agronomes, historiens, sociologues.

Présentation de COPAGEN. Il s'agit de la coalition pour la Protection du Patrimoine Africain Genetique, créé en 2004 et fonctionnelle dans 8 pays. Elle regroupe plusieurs centaines d'organisations paysannes, associations, et individus scientifiques. Chaque branche nationale est autonome. Elle est coordonnée par INADES-Formation. Il est question de l'étendre vers la Gambie, le Tchad, le Cameroun et le Congo.

L'objectif de ces deux réseaux est :

- La lutte contre les OGM (organisme artificielle créé par l'homme en laboratoire) pour préserver biodiversité agricole (l'agrobiodiversité) africaine.
- La lutte pour la reconnaissance des droits des communautés locales face aux droits de propriété intellectuelle. En effet, on reconnaît plus de droits aux OGM qu'aux communautés à qui appartiennent les semences avant d'être modifiées et de faire l'objet de brevets

Les réseaux mènent principalement des actions d'information, plaidoyer, et sensibilisation.

Par exemple, les Réseaux surveillent le projet de Biosécurité de l'UEMOA (8 pays francophones) à été financé par la Banque Mondiale. Aujourd'hui, ce projet étendu à CEDEAO (15 pays) avec l'aide du CILSS. Copagen s'est mobilisé pour s'assurer que projet ne soit pas cheval de troie pour entrée des ogm via le Burkina. Aujourd'hui, le Burkina Faso est le seul pays a avoir accepté les OGM. Le projet n'a pas été traduit en français, alors qu'il portait sur le coton BT. A force de plaidoyer, UEMOA a coopté Copagen pour participer au comité de suivi du projet

Par exemple, Copagen et Jinukun on organisé une marche des paysans en 2008 à Ouaga contre les OGM. A l'issue de cette marche, déclaration remise au Premier Ministre Burkinabé.

Par exemple, en 2002 et 2008, Jinukun a plaidé et obtenu moratoire sur production, circulation, diffusion des OGM au Bénin pendant 5 ans. On est en dernière année du 2^{ème} moratoire, qui faisait quand même une ouverture sur recherche scientifique.

Agroécologie, vecteur de lutte contre les OGM. Les réseaux font également des actions de soutien à l'agroécologie, en parallèle de la lutte contre les OGM. Au Bénin, agriculture familiale peut assurer la sécurité alimentaire. En effet, types d'activités au Bénin : coton d'un côté et agriculture vivrière de

l'autre. On constate des cas d'intoxications alimentaires à cause des pesticides et des engrais, il y a des morts car les bidons sont réutilisés par les familles pour l'eau et l'huile. Le changement climatique représente un autre défi pour l'agriculture familiale. Cette année, plusieurs régions du Bénin ont subi des inondations.

Projet de COPAGEN pour contribuer à l'adoption massive de l'agriculture écologique par les agriculteurs : action-réaction-formation. Veulent publier un Livre Blanc : exploiter les solutions déjà mises en œuvre dans la sous-région. Les Béninois n'aiment pas utiliser intrants pour leur culture vivrière. Donc contexte favorable à un retour à l'agriculture biologique traditionnelle.

Quelques recommandations : il faut une place dans les universités africaines pour discuter et concevoir une agroécologie culturellement intégrée. Il faut également des zones protégées et sans OGM quoiqu'il arrive.

L'adaptation des peules du Tchad, Mahamat Saleh, AFPAT Tchad

Contexte. Le Tchad a signé la CCNUCC en 1992 et ratifié en 1994. Le Tchad a 6 voisins, 12 millions d'habitants, dont une majorité agropastorale. Il y a plusieurs types de pasteurs au Tchad – ceux qui nous intéressent au Tchad sont les pasteurs nomades peules : ils élèvent des moutons notamment. Les Peules reconnus par l'Union Africaine comme des peuples nomades autochtones. Ils se déplacent, notamment dans la région des Lacs tchad.

Impacts du changement climatique sur les peules. L'UNESCO « climat frontière » a interviewé avec AFPAT sur mode de vie pastoral et les impacts du changement climatique. Avant, la saison des pluies durait plus de 5 mois dans les années 60, il n'y avait pas de problème. Aujourd'hui, on constate de nombreux conflits entre pasteurs et agriculteurs. Avec baisse de rendement du lait, ils sont aujourd'hui obligés de manger du mil. Les Militaires se sont appropriés les terres et les cultivent. Elles deviennent inaccessibles aux peules et leurs animaux. Ils sont obligés de quitter le lac Tchad.

Vers une agriculture verte au Maroc, Mohammed Saddik (Association Homme & Environnement, Maroc)

Contexte. Les politiques agricoles au Maroc n'ont jamais réussi à intégrer le développement rural dans sa totalité. Les décideurs ont été trop dirigistes, insuffisamment connectée avec les réalités et les agriculteurs. Récemment, le Maroc a publié son « plan vert » pour l'agriculture. Pour analyser le document stratégique marocain, AH&E a décidé d'élaborer une pétition : enquête auprès des petits producteurs et organisations paysannes. Les résultats ont été diffusés ensuite auprès des ministères et institutions, et partenaires du Maroc: US et UE, ainsi que distillés via des articles dans la presse.

Le plan marocain pour l'agriculture a ainsi fait l'objet de critiques acerbes: manque d'intégration de l'enjeu climat dans la stratégie agricole, manque de soutien financier aux petits producteurs ; faible adhésion des petits agriculteurs ; mauvaise protection des prix des produits agricoles es petits agriculteur ; et non-préservation des semences locales et régression de la biodiversité locale.

Recommandations issues des travaux de groupe agriculture

Il est primordial de donner la priorité, promouvoir et financer les pratiques agricoles durables, adaptées et résilientes au changement climatique

- Rio+20 doit reconnaître et promouvoir la multifonctionnalité de l'agriculture familiale et le rôle clé de la production locale qui permet de nourrir et employer la majorité de nos populations, et qui permet de protéger les écosystèmes.
- Rio+20 doit préserver et développer une agriculture fondée sur le patrimoine local – les semences locales et traditionnelles adaptées aux changements climatiques et les savoirs et pratiques locaux.
- Rio+20 doit promouvoir l'agroécologie comme forme éprouvée d'une agriculture durable, rentable et capable de répondre aux besoins alimentaires.
- Rio+20 doit souligner l'importance de financer les infrastructures nécessaires et capables de résister aux intempéries pour limiter les pertes alimentaires : routes, zones de stockage, points de redistribution

Il faut commencer par réformer les politiques commerciales internationales pour qu'elles favorisent la souveraineté alimentaire locale et nationale.

- Rio+20 doit prendre position contre la spéculation internationale sur les prix des denrées alimentaires
- Rio+20 doit – au contraire – renforcer la compétitivité des produits de l'agriculture locale et de l'agroécologie en maîtrisant les importations et en développant une fiscalité adaptées pour les filières nationales.
- Rio+20 doit rendre effective et promouvoir l'intégration commerciale sous régionale.

Il est primordial de protéger et promouvoir le patrimoine génétique agricole africain, bien commun, vecteur de souveraineté semencière et alimentaire, d'autosuffisance, et source de revenus.

- Rio+20 doit lutter contre les politiques de promotion des OGM tant que celles-ci n'ont pas fait l'objet d'un débat citoyen et de recherches plus approfondies, et de politiques de veille et de contrôle.
- Rio+20 doit proposer la création et le financement de banques pour stocker les semences

Il est temps de développer une gouvernance communautaire, participative et inclusive pour favoriser et pérenniser les pratiques agricoles adaptées et écologiques.

- Rio+20 doit mettre en avant le rôle clé du partage des connaissances locales, de la recherche
- Rio+20 doit souligner le rôle clé de la société civile (ONG, organisations paysannes, associations de consommateurs...) dans la prise de décision internationale et dans la mise en œuvre des politiques agricole

Jeudi 26 avril 2012 - Formation au plaidoyer et à la prise de parole média

Jeudi a été consacré à la prise de parole. La matinée est passée très vite, avec des présentations techniques sur comment prendre la parole, et les bases de toute communication.

Birima Fall du WWF Wamer, directeur de la communication au WWF, nous a présenté des éléments à garder à l'esprit lorsqu'on élabore une stratégie de communication – notamment de prendre en compte la question des langues parlées et entendues par les communautés ciblées par la communication. Et également, de distinguer entre les différents canaux médiatiques. S'est ensuivie un débat très intéressant sur la situation des journalistes, et notamment des journalistes de l'environnement, dans chaque pays.

Mawuse Hountondji, directeur de Jeunes Volontaires de l'Environnement Bénin, a partagé avec nous son expérience de la prise de parole en publique : les gestes, le ton à employer, les coutumes à respecter lorsqu'on s'adresse à un décideur.

L'après-midi a été consacré à des jeux de rôle pour tester et améliorer les qualités de plaidoyer et de prise de parole médiatique des participants. Par groupe de deux, les participants avaient rendez-vous avec différents ministres sur différentes questions : défendre une politique d'énergie renouvelable, promouvoir la GIRE, rappeler le danger des OGM, etc.



Photo 1. Mahamat Saleh (Tchad) et Abdoul Madjid Moutari (Niger) ont rendez-vous avec le Ministre pour parler agriculture et gestion de l'eau

Chapitre 3

ANNEXES UTILES

- A.** *Communiqué de presse à l'ouverture de l'atelier*
- B.** *Agenda détaillé de l'atelier*
- C.** *Analyse de Jean-Philippe Thomas, « L'économie verte, ou l'économisme effréné », avril 2012.*
- D.** *Liste des participants*

ANNEXE 1. COMMUNIQUE DE PRESSE A L'OUVERTURE DE L'ATELIER



RIO+20 DOIT REPRESENTER ET BENEFICIER AUX COMMUNAUTES LOCALES

Communiqué de presse.

Cotonou, le 23 Avril 2012.

Le Réseau Climat & Développement est une plateforme qui rassemble aujourd'hui plus de 65 Organisations de la société civile Francophone travaillant pour l'accès au développement et contre le changement climatique. A quelques mois du sommet international Rio+20 prévu au Brésil en juin, le RC&D souhaite apporter sa pierre aux négociations en proposant sa vision d'un développement durable, sobre en carbone et résilient aux impacts du changement climatique, équitable et accessible à tous.

A l'occasion de son 6^{ème} atelier annuel du 23 au 27 avril 2012 au Bénin, le Réseau mènera une réflexion collective pour identifier les leviers et formes d'une économie verte pour les communautés locales et vulnérables, en s'appuyant notamment sur les bonnes pratiques et projets de ses membres. Ce travail posera les bases d'une économie véritablement écologique, sociale et équitable pour les communautés locales les plus démunies et les plus vulnérables à la pauvreté, aux changements climatiques, à la mondialisation, et à la crise énergétique. *« Il est temps d'écouter les communautés locales, de tenir compte de leurs préoccupations, de leurs vulnérabilités mais également de leurs idées innovantes si on veut véritablement améliorer leur bien-être »* insiste Ange Baimey, animateur du Réseau Climat & Développement.

La réunion au Bénin sera aussi l'occasion de rappeler le danger de réduire le développement de l'Afrique à une simple question économique qui bénéficie au plus offrant au détriment du plus pauvre, et qui légitime le pillage des ressources naturelles. Rio+20 doit impérativement mettre un terme à l'accaparement des ressources des pays les plus pauvres. Pour Severin APEDJAGBO de JVE Togo, *« cette rencontre est l'occasion pour l'Afrique d'interpeller les gouvernants et les autorités politiques sur les dérives de l'économisme et l'absence de justice sociale derrière le concept d'économie verte »*.

Contacts :

Ange David BAIMEY, Animateur Réseau Climat et Développement

ANNEXE 2. AGENDA DETAILLE DE LA RENCONTRE

LUNDI 23 AVRIL 2012

De Durban à Doha, en passant par Rio+20

Facilitateurs : Ange Baimey et Emilie Johann

Rédacteurs : Joseph Kogbe, JP Beya, Maiga

9H-9H30	Ouverture de l'atelier en présence des officiels	IDID, OFEDI, JVE et Ange BAIMEY
9H30-10	Présentation de l'atelier et de ses objectifs	Emmanuel SECK et Alix MAZOUNIE
10H30-11H	Analyse des négociations sous la Convention à Durban	Alpha KALOGA , GERMANWATCH
	Analyse des négociations sous le Protocole de Kyoto à Durban	Kobélé KEITA , GUINEE ECOLOGIE
11H-1130	Pause café	
11H30-11H50	Zoom sur la question des financements climat	Alix MAZOUNIE , RAC-FRANCE
11H50-12H15	Perspectives pour Bonn et Doha	Sandra FREITAS , AFHON
12H15-12H30	Discussion	
12H30-14H	PAUSE DEJEUNER	
14H-14H30	Introduction au processus Rio+20 : calendrier, étapes-clé, messages clé	Ange BAIMEY , RC&D
14H30-15H	Quels enjeux climat à Rio+20 ?	Benoit FARACO , FNH
15H-15H30	Introduction à l'économie verte	Mohamed SOKONA , Mali Folke Center
15H30-16H	Pause café	
16H50-17H	Mobilisation du tissu associatif africain en amont de Rio+20	Séverin APEDJAGBO , JVE Togo
17H-17H30	Discussion pour clôturer la journée	
17H30-17H45	Question logistique, répartition en sous-groupes	Ange BAIMEY et Mawuseh HOUNTONDI

MARDI 24 AVRIL

Salle A. Agriculture en Afrique : quels grands enjeux ?

Facilitateurs : Mohammed Saddik et Zenabou Segda

Rédacteurs : Moutari, JP Beya Fidèle Anon

9H-9H30 (en plénière)	Le Réso Climat au Mali : un exemple de renforcement du tissu de la société civile	Maman ZAKARA , Mali Folke Center
9H30-9H45H (en plénière)	Introduction à la journée : objectifs et résultats attendus	Benoit FARACO , FNH France
9H45-10H15	Quelle cohérence entre politiques climat et politiques agricoles ?	Emilie JOHANN , CIDSE
	La faim en Afrique – quels enjeux ?	Maiga FARKA , ALMADE PELCODE Mali
10H15-10H45	Discussion	
10H45-11H15	Pause café	
11H15-11H45	L'agriculture face aux grands intérêts économiques et corporatistes	Amadou KANOUTE , CICODEV Sénégal
11H45 – 12H	La question épineuse du foncier et le cas du Togo	Joseph KOGBE , Amis de la Terre Togo
12H-12H15	La question des OGM et des semences : question d'adaptation et de rentabilité économique	Oumou KOULIBALY , Africa ADAPT Sénégal
12H15-12H30	Discussion	
12H30-14H	PAUSE DEJEUNER	
14H-14H20	L'agriculture familiale : un modèle de développement durable	Myriam MACKIEWICZ-HOUNGUE , AVSF
14H20-14H40	La question de l'eau et du changement climatique : retour de la conférence de Douala	Said CHAKRI , AESVT Maroc
	La question de l'eau en RDC	JP BEYA , Horizon Vert RDC
15H-15H30	Débat	
15H30-16H	Pause café	
16H-17H30	Travail en sous-groupes : recommandations aux décideurs	
17H30-18H30	Restitution en plénière	

MARDI 24 AVRIL

Salle B. Energie en Afrique : quels grands enjeux ?

Facilitateurs : Krystel Dossou et Severin Apedjagbo

Rédacteurs : Ange Baimey, Colette Benoudji, Alpha

9H-9H30 (plénière)	Le Réso Climat au Mali : un exemple de renforcement du tissu de la société civile	Maman ZAKARA , Mali Folke Center
9H30-9H45 (plénière)	Introduction à la journée : objectifs et résultats attendus	Benoit FARACO , FNH
9H45-10H10	Les enjeux énergie et climat du 21 ^{ème} siècle : vers une transition énergétique mondiale	Stéphane POUFFARY , ENERGIES 2050
10H10-10H30	Etat des lieux de la situation énergétique en Afrique	Emmanuel SECK , ENDA Sénégal
10H30-10H45	Discussion	
10H45-11H15	Pause café	
11H15-12H00	Energie et urbanisation : un enjeu clé pour le développement de l'Afrique	Benoît FARACO , FNH
	Zones rurales : quels enjeux et quel accès à l'énergie ?	
12H-12H30	Discussion	
12H30-14H	PAUSE DEJEUNER	
14H-14H30	Les Fonds d'Investissement Climat : vers quel paysage énergétique pour l'Afrique ?	Sani YOUBA , JVE Niger
14H30-15H	Quid du MDP et des NAMAs : une solution pour la transition énergétique en Afrique ?	Sandra FREITAS , AFHON Togo
15H-15H30	Discussion	
15H30-16H	Pause café	
16H-17H30	Travail en sous-groupes : recommandations aux décideurs	
17H30-18H30	Restitution en plénière	

MERCREDI 25 AVRIL		
Salle A. Agriculture et communautés locales		
<i>Facilitateurs : Maiga Farka et Amadou Kanoute</i>		
<i>Rédacteurs : Mady, Emilie Johann, Kogbe</i>		
9H-9H10 (plénière)	Objectifs de la journée	Benoit FARACO , FNH
9H10-9H30 (plénière)	Economie verte : quelles implications pour les communautés locales	Emmanuel SECK , ENDA Sénégal
9H30-10H	Green New Deal Nigeria : une campagne de la société civile	Margarete TANZMANN , HBS Nigeria
10H-11H	Gestion durable des exploitations familiales au nord du Togo	Myriam MACKIEWICZ-HOUNGUE , AVSF Togo
	Sécurisation de l'élevage pastoral au Sénégal	
11H-11H30	Pause Café	
11H30-12H	Projet de recherche dans la vallée de la Tarka : gestion intégrée des ressources en eau	Moutari MADJIDI , DEMI-E Niger
12H-12H30	Efficacité économique des pratiques agricoles en Côte d'Ivoire : cas des femmes vivrières à la périphérie de Korhogo	Fidèle ANON , JVE Côte d'Ivoire
12H30-14H	PAUSE DEJEUNER	
14H-14H30	Lutter contre les OGM pour sauvegarder le patrimoine génétique africain (TBC)	Jeanne ZOUNDJIHEKPON , GRAIN Bénin
14H30-15H	Etude de cas : plan Marocain pour une agriculture verte (TBC)	Mohammed SADDIK , AHE Maroc
15H-15H30	discussion	
15H30-16H	Pause Café	
16H17H30	Travail en sous-groupes : recommandations aux décideurs	
17H30-18H30 (plénière)	Restitution des travaux en plénière	

MERCREDI 25 AVRIL**Salle B. Energie et communautés locales***Facilitateurs : Colette Benoudji et Alpha Kaloga**Rédacteurs : Kobélé Keita, Severin Apedjagbo, Sandra Freitas*

9H-9H10 (plénière)	Introduction à la journée	Benoit FARACO , FNH
9H10-9H30	Economie et communautés locales	Emmanuel SECK , ENDA Sénégal
9H30-10H	Green New Deal Nigeria : une campagne de la société civile	Margarete TANZMANN , HBS Nigeria
10H-10H15	Economie verte et énergies	NGUESSEU Andre, ADEID Cameroun
10H15-10H30	Quelles ressources et quel accès à l'énergie pour l'Afrique ? Propositions de JVE	Severin APEDJAGBO , JVE Togo
10H30-11H	Discussion	
11H-11H30	Pause café	
11H30-11H45	Renforcer les capacités acteurs béninois sur la production et l'adoption des foyers économiques	Krystel DOSSOU , OFEDI Bénin
11H45-12H	Projet Traitement de l'Information pour les Politiques Énergétiques favorisant l'Écodéveloppement	Joseph KOGBE , AT Togo
12H-12H15	Projet d'électrification hybride au Mali	Zakara Oumarou MAMAN , Mali Folk Center, Mali
12H15-12H30	Discussion	
12H30-14H	PAUSE DEJEUENR	
14H-14H30	Bio-digesteurs au Burkina Faso	Zenabou SEGDA , WEP Burkina
14H30-15H	Projet d'électrification rurale	Madyouri TANDIA , TANMYIA Mauritanie
15H-15H30	Discussion	
15H30-16H	Pause café	
16H-17H30	Groupes de travail : recommandations aux décideurs	
17H30-18H30	Restitution en plénière	

JEUDI 26 AVRIL FORMATION PLAIDOYER ET MEDIA <i>Facilitateur : Ange Baimey et Benoit Faraco</i>		JEUDI 26 AVRIL REUNION CAN WEST AFRICA
9H-10H	Pourquoi communiquer et plaider ? Birima FALL (WWF WAMER)	Pour ceux qui font partie de CAN West Africa ou qui souhaitent y participer
10H-10H30	L'expérience des JVE en la matière, Mawuseh HOUNTONDI (JVE Bénin)	
10H30-11H	Pause café	
11H-11H20	Quels outils à notre disposition ? Birima FALL (WWF WAMER)	Pour ceux qui font partie de CAN West Africa ou qui souhaitent y participer
12H40-13H40	Atelier 3 : que dire à un décideur ? Jeu de rôle	
12H30-14H	PAUSE DEJEUNER	
14H-16H	Atelier 4 : formuler un message pour la radio et parler à la télé	Pour ceux qui font partie de CAN West Africa ou qui souhaitent y participer
16H-16H30	Pause café	
16H30-18H	REDACTION DE LA DECLARATION DU RESEAU POUR RIO+20	

ANNEXE 3. Analyse sur l'économie verte

L'économie verte ou le retour de l'économisme

effréné ? Jean-Philippe Thomas - ENDA Tiers Monde -

enda.jp.thomas@gmail.com

L'introduction de la notion d'économie verte dans la présentation, en juin 2011, des objectifs du sommet de la planète, dit Rio+20, et sa reprise détaillée dans le « draft zéro » de cette conférence des Nations Unies, en janvier 2012, ont tout de suite suscité de nombreuses inquiétudes dans les sphères politiques et actrices du développement durable.

Qu'est-il annoncé ? Dans sa présentation la plus succincte, le sommet des Nations Unies sur le développement durable focalise d'emblée sur deux thèmes spécifiques : « Le sommet mettra également l'accent sur deux thèmes spécifiques: une économie verte dans le contexte de l'éradication de la pauvreté et le développement durable, et une structure institutionnelle qui favorise le développement durable »

Dans la suite, « le draft zéro », en janvier 2012, qui s'ouvre aux commentaires et aux préconisations des parties prenantes, dénote un retour de la primauté de « l'économisme », ce qui, de notre point de vue n'est pas neutre :

a) L'économie verte y est non spécifiquement définie comme un ensemble rigide de règles mais comme un cadre de décision (point 27*). On redonne ainsi la primauté au paradigme du marché avec des règles encore moins strictes que dans le modèle libéral, ce qui ouvre la voie à toutes les dérèglementations possibles que ce soit sur le plan environnemental, social et, bien sûr, économique. On oublie les crises que vient de subir l'économie mondiale, en particulier sur le plan financier, et qui démontrent que c'est de plus de réglementations dont on a besoin.

b) Rio+ 20, en recommandant de ne pas créer d'obstacles au commerce (point 31*), veut jeter un pont entre l'environnement et l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC). L'OMC qui traite, aujourd'hui, l'environnement en termes d'externalités ne possède pas l'algorithmique pour le traiter comme un bien échangeable stricto sensu ce qui va entraîner un accroissement des inégalités quand on sait déjà les effets négatifs des règles commerciales, pour les pays les plus pauvres.

c) Le « draft zéro » reprend une liste d'objectifs sectoriels (point V*) sans avoir une vision globale du développement. Julia Marton-Lefevre (IUCN), pose l'équation de Rio+20 en balayant la multiplicité des enjeux posés par le « draft zéro ». "Que de nouveaux enjeux ! L'économie verte, l'énergie, la sécurité alimentaire, la gestion de l'eau, la croissance des villes, les produits chimiques, les déchets, l'équité sociale: comment intégrer ces lignes de force dans une vision holistique ? ". C'est à croire que Rio+20 ne sait plus où donner de la tête. Le texte de base des négociations à venir, « L'avenir que nous voulons », ressemble à un catalogue à la Prévert. L'absence de réel projet politique n'est pas faite pour rassurer sur le traitement des inégalités sociales, environnementales et économiques au niveau mondial.

d) L'approche dichotomique (point 44*) entre l'économie verte d'un côté et la gouvernance de l'autre perdure une vision de la société désarticulée entre les acteurs, c'est-à-dire les populations, et ceux qui décident des règles et des modes de fonctionnement de la société. Au contraire, c'est le

concept de développement durable qui doit être renforcé en y adjoignant un quatrième critère : la gouvernance, ses institutions et leur cohérence. On pourra ainsi juger du degré de conformité des processus allant de l'économique au politique, on pourra juger du degré de convergence des politiques et mesures, etc.

L'économie verte ou la remise en cause du développement durable ?

Les pays en développement, engagés sur la voie d'un développement plus durable depuis plusieurs décennies, doivent aborder les thèmes de Rio+20 – économie verte et gouvernance - avec une certaine circonspection. En effet, l'introduction du nouveau « paradigme », qui consiste à tout repeindre en « vert » (de l'économie verte aux emplois verts via la croissance verte et autres), dans les discours officiels ne masque t'elle pas la remise en cause du sentier de développement durable sur lequel les Pays En Développement (PED) se sont, à grands efforts, engagés. Ces nouvelles appellations, fortement influencées par les travaux de l'OCDE sur la « green economy » méritent un détour afin de cerner quelles sont les originalités et les valeurs ajoutées qu'elles apportent, ou n'apportent pas, dans l'analyse et l'opérationnalité.

L'expérience des cinquante dernières années doit conduire à une certaine prudence sur l'appropriation de nouvelles notions: croissance économique, écodéveloppement, croissance zéro, ajustement structurel, objectifs du millénaire, développement durable. Les changements d'appellation sont-ils des changements de paradigme pour des politiques identiques ?

C'est à partir de ses expériences qu'ENDA Tiers Monde, créée dans la mouvance de la Conférence de Stockholm, il y a presque quarante ans, a constamment participé aux différents sommets de la Terre en apportant ses contributions aux débats et aux positions et en mobilisant les membres des sociétés civiles des pays du sud. Le « développement d'abord » et la lutte contre la pauvreté ont toujours été, pour ENDA dans ce processus, le centre des préoccupations.

En effet, le développement durable, issu du premier sommet de la terre en 1992, constitue un projet collectif mondial qui faisait le pari de jouer sur les synergies entre mondialisation des échanges, développement et environnement avec, en toile de fond, un changement de modèle de développement tant au Nord qu'au Sud. Il se basait sur un abord homogène et non hiérarchisé des aspects économiques, sociaux et environnementaux du développement, les « trois piliers ». Cette notion mettait fin à l'économisme à tout crin de la période des « trente glorieuses » abondamment relayé par les banques multilatérales de développement, le Fonds Monétaire International, les agences bilatérales et l'OCDE. Dans ces approches, l'objectif de croissance économique primait alors sur toutes les autres composantes du développement, en particulier sur ses aspects sociaux et environnementaux. Avec le développement durable prenait donc fin la primauté économique du développement.

Pourquoi cette remis en cause du développement durable ?

Trois explications peuvent être avancées :

a) Comme le note l'IDDRI (RA 2010) la gouvernance du développement durable, institutionnalisée par le Sommet de la Terre de Rio en 1992 et ses trois conventions (Désertification, Biodiversité, Changements Climatiques), a subi des transformations profondes au cours de la dernière décennie, marquée à la fois par la diffusion large de l'idée de développement

durable dans les discours et des résultats insatisfaisants, sinon décevants. En d'autres termes, le développement durable a été largement mis à mal par les vingt dernières années.

b) La notion de durabilité du développement n'a jamais été profondément admise par les secteurs économiques et financiers, en particulier le secteur privé et les économistes « libéraux ». L'avatar de la responsabilité sociale et environnementale de l'entreprise est plus un argument de positionnement commerciale vis-à-vis des consommateurs, de plus en plus soucieux de ces dimensions, qu'une réelle prise en compte de la durabilité du développement ; on peut d'ailleurs le constater, les crises sont éminemment spéculatives et sur de opérations de court terme.

c) Au stade actuel, le financement du développement durable à partir des seules contributions des Etats (Aide Publique au Développement – APD ou fonds dédiés et additionnels, comme pour les changements climatiques) subit une contrainte majeure liée, pour partie, aux crises financières successives et l'endettement rencontrés par les pays développés. Les marges de manœuvre des pays et de la communauté internationale, appelées encore « flexibilité » comme dans le Protocole de Kyoto, relèvent principalement de l'implication du secteur privé et de tous les mécanismes permettant de faire jouer l'effet de levier sur l'investissement privé.

Sous ces aspects, il fallait, pour Rio+20, retrouver un discours mobilisateur pour les secteurs privés. C'est sur ces bases que s'est construit le discours des Nations Unies pour Rio+20 en s'appuyant sur les travaux réalisés par l'OCDE qui s'était employée depuis plusieurs années à développer des processus de recherche et de concertation dévoués à la « green economy » ; Il faut souligner que ce discours a été largement relayé, en matière de lobbying, par des ONG internationales comme le WWF.

Le retour à la primauté de l'économisme devenait un message incontournable et majeur. Or, le risque est grand de marginaliser les aspects environnementaux et sociaux et de rentrer de plein pied dans les scénarios « A1 » de l'IPCC/GIEC, dits de convergence par croissance, à savoir une tendance d'évolution qui privilégie l'économie et le matérialisme par rapport aux aspects environnementaux et sociaux du développement.

Ainsi, Rio+20 remet en exergue l'économie (dite « verte ») par rapport aux deux autres composantes du développement : le social et l'environnement. En d'autres termes Rio+20 remet en cause l'approche du développement à partir des «trois piliers» du développement durable.

Des exemples de « verdissement » inéquitable

- Le mécanisme de développement propre (MDP) du Protocole de Kyoto. Les pays d'Afrique ont déjà fait l'expérience malheureuse de la volonté de la communauté internationale de verdir l'économie. Le MDP devait permettre des investissements «économiques en carbone» en provenance des pays du Nord vers les pays en développement. Les PED bénéficiaient des investissements pour leur propre développement et le pays investisseur pouvait comptabiliser cette réduction des émissions dans ses engagements de réduction dans le cadre du Protocole de Kyoto (UNFCCC 1997). Or, à ce jour, sur presque 8 000 projets MDP référencés, moins de 3% ont bénéficié aux pays africains. Les règles du marché qui régissent le MDP ont fait leur œuvre, entraînant une inégalité sans précédent dans la distribution de projets.

- Le fonds vert climat (GCF), institué en 2009, pour lutter contre les effets des changements climatiques dans les pays en développement n'a toujours reçu, à ce jour, aucune dotation. Sa

constitution se perd aujourd'hui dans des débats d'appropriation par les grandes agences, en particulier le Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM/GEF), dépendant de la Banque Mondiale.

· L'agrobusiness « vert » qui doit permettre d'introduire la production de biocarburant dans les pays en développement se manifeste actuellement par un accaparement des terres des petits agriculteurs par des sociétés multinationales entraînant, outre de violents conflits, la disparition progressive de l'agriculture familiale dont on sait l'importance qu'elle revêt en termes de souveraineté alimentaire.

Rio+20 ou le second souffle du Développement Durable

"Le système multilatéral est fatigué, les colonnes du Financial Times sont remplies de débats sur où va le capitalisme, le système doute de son futur : tous les fondamentaux sont à revoir". Quarante ans après le premier sommet de la Terre de Stockholm, jamais les données scientifiques et jamais le consensus n'auront été aussi clairs autour du constat de la dégradation de l'état des ressources naturelles, du climat, et de l'extension de la pauvreté extrême à 1,4 milliards d'habitants de la planète (IDDRI, Janvier 2012).

Il s'agit donc bien de contrecarrer l'approche libérale actuelle de Rio+20. On pourrait privilégier l'approche du « contrat social » et « des transformations » comme développée par le German Advisory Council on Global Change (« World in transition, a social contract for sustainability».- WBGU, Berlin, 2011). C'est-à-dire envisager notre futur sous la forme d'un autre modèle de référence qui intègre et fait participer, dès le départ, l'ensemble des acteurs, des parties prenantes et des populations concernées. Or le « draft zéro » occulte complètement, on l'a dit, le rôle de la société civile en se centrant sur les Etats et le secteur privé.

On se doit d'engager la transformation des visions actuelles à parti d'un projet politique et collectif mondial :

a) en initiant ou en inventant des politiques de développement durable à partir des expériences déjà développés dans un certain nombre de pays afin que les objectifs de lutte contre la pauvreté, contre l'insécurité alimentaire, contre les changements climatiques , etc. prennent corps dans un ensemble cohérent et durable. Les nombreux travaux et les innovations politiques (en particulier dans les pays émergents) qui ont opérationnalisé la notion de développement durable constituent des matériaux sur lesquels on peut largement s'appuyer pour lever les ambiguïtés actuelles de la notion. On participerait ainsi à la refondation de la notion de développement durable en tenant compte des sentiers de développement différents des diverses catégories de pays. L'ambassadeur Andre Correa de Lago, directeur du département environnement du ministre brésilien des relations extérieures, l'a souligné récemment : Les pays du Sud veulent rester dans la logique du développement. "Les PVD résistent à l'agenda quand l'environnement est isolé, mais quand il est intégré, ils s'engagent".

b) En intégrant la gouvernance - i.e. en particulier les aspects institutionnels - dans les piliers du développement durable. La gouvernance compartimentée du développement durable a été mise à mal depuis 20 ans, on l'a dit ; qu'en est-il par exemple de la gouvernance économique et financière ? va-t-on laissé le G20, le G8 ou le G24 fixer des règles en dehors des parties prenantes?

Pour Third World Network “All three sustainable development pillars – environment, economic and social – are very weak at the UN. The agencies interact too little, if at all, with one another. The governments do not have adequate fora, such as a powerful UN economic committee to discuss the financial crisis and economic recession, or a UN environment committee with authority to act”

Il devient impératif d'élargir les « piliers » du développement durable à l'institutionnel. Cela rejoint explicitement le cadre d'analyse du développement durable qu'a déjà proposé ENDA car ce qui est primordial dans l'analyse ce ne sont pas les piliers eux-mêmes mais les relations qui se lient entre ces piliers et en particulier, la gouvernance et cela du local à l'international.

Bref, plutôt que de verdir à tout prix le vocabulaire économique, Il nous semble préférable de renforcer l'approche développement durable déjà largement utilisée par un bon nombre de pays.

Pour conclure

Le grand défi lié à l'accroissement de la population, en particulier en Afrique, est tout à la fois de résorber les inégalités actuelles d'accès aux services et aux infrastructures de base et de répondre, en même temps, aux mêmes besoins des nouvelles générations.

Cela nécessite, entre autres et il faut le redire, un changement radical des modes de production et de consommation, principalement dans les pays du nord et un développement endogène de ces mêmes modes dans les pays du sud, en particulier en Afrique ; tous les scénarios prospectifs de développement par convergence du nord et du sud sont unanimes sur ce point.

Cette refondation du développement durable, c'est ce à quoi doit ouvrir le débat à Rio+20, car si on retient l'économie verte comme paradigme on sait très bien que confrontée aux faits elle va se déverdir, c'est-à-dire que Rio+20 aura été le retour de l'économisme à tout crin, dont les pays en développement, en particulier l'Afrique, connaissent les méfaits.

(*) Les « points X » notés dans le texte renvoient au « draft zéro » des Nations Unies (janvier 2012)

ANNEXE 4. LISTE DES PARTICIPANTS

Pays	NOM	ORGANISATION	THEME
France	MAZOUNIE Alix	RAC	Agriculture
Togo	APEDJAGBO Severin	JVE	énergie
Bénin	Christian HOUNKANNOU	JVE	énergie
Niger	YOUBA Sani	JVE	énergie
France/Belgique	JOHANN Emilie	CIDSE	Agriculture
Tchad	MAHAMET SALEH Abdel Aziz	AFPAT	Agriculture
Tchad	BENOUDJI Colette	LEAD	Energie
Sénégal	KANOUTE Amadou	CICODEV	Agriculture
Nigeria	EFIK Surveyor	CAN West-AFRICA	énergie
Niger	MOUTARI Abdoul Madjid	DEMI-E	Agriculture
Cameroun	MBAMOKO Ibrahim	CARRE GEO ENVI	agriculture
Côte d'Ivoire	BAIMEY Ange David	RC&D	Energie
Bénin	ZOUNDJIHEKPON Jeanne	GRAIN	agriculture
Côte d'Ivoire	ANON Fidèle	JVE Côte d'Ivoire	agriculture
Mauritanie	TANDIA Madyoury	Temnyia	Agriculture/énergie
Algérie	BOUZIANE Mohammed	AMIS DE LA SAOURA	agriculture
Maroc	CHAKRI Said	AESVT	énergie
Maroc	SADDIK Mohammed	AHE	agriculture
Ile Maurice	HURRYNAG Hemsing	DION	agriculture
RDC	BEYA Jean Pierre	Horizon Vert	Agriculture
Guinée	KEITA Kobélé	Guinée Ecologie / CAN West Africa	Énergie/agriculture
Mali	FARKA Maiga	Amade Pelcode	agriculture
Mali	DIALLO Ahmed Secou	AFAD	agriculture
Sénégal	SECK Emmanuel	ENDA	énergie

Sénégal	DIOUF Aissatou	ENDA	énergie
Sénégal	KOULIBALI Oumou	AfricaAdapt	agriculture
France	POUFFARY Stéphane	ENERGIES 2050	énergie
France	FARACO Benoit	FNH	énergie
Burkina Faso	TIENDREAOGO Eliane	ABTN/DDSE	Agriculture/énergie
Guinée	KALOGA Alpha	Germanwatch	Agriculture/énergie
Mali	MAMAN Zakara Oumarou	Mali Folk Center	énergie
Togo	Jeanne AZAMA	AFHON	énergie
Burkina Faso	SEGDA Zenabou	PACJA / Woment for Environment	énergie
Mali	SOKONA Mohamed	Mali Folke Center	agriculture
Sénégal	KANOUTE Amadou	CICODEV	Agriculture
Nigéria	TANZMANN Margarete	HBS	énergie
Sénégal	FALL Birima	WWF	agriculture
Togo	FREITAS Sandra	AFHON	énergie
Togo	Koblah DJELOU	AFHON	agriculture
Togo	KOGBE Joseph	Amis de la Terre	Agriculture ET énergie
Togo	HAWAL Djeri	ASEDI	agriculture
Togo	MAKIEWICZ-HOUNGUE Myriam	AVSF	agriculture
Ghana	DOTSE Samuel	CAN West-AFRICA	énergie
Bénin	HOUNTONDI Mawuse	JVE	énergie
Bénin	DOSSOU Krystel	OFEDI	énergie
Bénin	HOUNKPONOU Saïd	IDID	agriculture
Bénin	Bertine ADAMAH	JVE	comptabilité